



CONSEIL DE L'UICN 2021-2025

Décisions du Conseil de l'UICN et de son Bureau adoptées par communication électronique entre les réunions

(Énumérées ci-après par ordre chronologique)

Note préliminaire :

Les Statuts et Règlements de l'UICN permettent au Conseil de l'UICN et à son Bureau de prendre des décisions par communication électronique entre leurs réunions. Toutes ces décisions sont consignées dans le présent document.

Les Statuts exigent que, pour entrer en vigueur, toutes les décisions du Bureau soient « validées » par le Conseil de l'UICN selon la procédure de non-objection décrite à l'article 58 du Règlement. La liste ci-après ne reprend que les décisions du Bureau ayant été validées par le Conseil.

Toutes les décisions adoptées par le Conseil ou le Bureau au cours de leurs réunions, virtuelles ou présentielles, sont disponibles séparément sur le site web de l'UICN sous la rubrique correspondant à la réunion lors de laquelle elles ont été adoptées. Voir la [page web](#).

C/I – 12 mars 2022 – Appel à manifestation d'intérêt, y compris les critères, pour les postes de PI et de membre du CDI de la Commission sur la crise climatique

Décision C/I

Le Conseil de l'UICN,
Sur recommandation du Bureau du Conseil de l'UICN ([décision B1/2 du 4 mars 2022](#)),
Approuve l'appel à manifestation d'intérêt, y compris les critères, pour les postes de Président par intérim et de membre du Comité directeur intérimaire de la Commission sur la crise climatique. (Annexe 1)

B/I - 9 août 2022 - Admission de nouveaux Membres de l'UICN

Décision B/I

Le Bureau du Conseil de l'UICN,
Sur recommandation du Comité institutionnel et de gouvernance,
Approuve l'admission de 16 Membres candidats (Annexe 2).

B/II - 9 août 2022 - Membres changeant de catégorie de membres ou de nom

Décision B/II

Le Bureau du Conseil de l'UICN,
Sur recommandation du Comité institutionnel et de gouvernance,
Approuve la demande de trois Membres de l'UICN de changer de catégorie de membres (Annexe 3) ; et

Prend note des changements de nom de cinq Membres actuels de l'UICN (Annexe 4)

B/III - 11 août 2022 – Nomination au comité directeur de la CGE

Décision B/III

Le Bureau du Conseil de l'UICN,
Sur recommandation de la Présidente de la Commission de gestion des écosystèmes (CGE),
Nomme en tant que membre du Comité directeur de la CGE : Mme Shalini Dhyani (*Vice-Président pour l'Asie, Inde*).

C/II - 18 août 2022 - Termes de référence du Groupe de travail intersessions du Conseil pour l'élaboration d'une nouvelle Vision stratégique à 20 ans

Décision C/II

Le Conseil de l'UICN,
Approuve les Termes de référence du Groupe de travail intersessions du Conseil pour l'élaboration d'une nouvelle Vision stratégique à 20 ans recommandés par le Bureau conformément à la décision C107/16 du Conseil (Annexe 5)

C/III – 14 octobre 2022 - Nomination de membres par intérim de la Commission de l'UICN sur la crise climatique

Décision C/III

Le Conseil de l'UICN,

Sur recommandation du Président par intérim de la Commission de l'UICN sur la crise climatique, conformément à la décision C107/2 du Conseil (février 2022),

Nomme les personnes suivantes membres du Comité directeur intérimaire de la Commission de l'UICN sur la crise climatique :

1. Andrea Carmen (États-Unis)
2. Ana Tiraa (Îles Cook)
3. Christopher Dunn (États-Unis)
4. Brendan Mackey (Australie)
5. Nathalie Morata (France)
6. Li (Aster) ZHANG (Chine)
7. Chiara Oberle (Suisse, Italie)
8. Mina Esteghamat (Iran)
9. Daniela Ortiz (Colombie)
10. Daniel James Jiron (États-Unis)
11. Aby Drame (Sénégal)
12. Scott Fulton (États-Unis)
13. Cathy Yitong Li (Royaume-Uni)
14. Myrna T. Semaan (Liban)
15. David King (Afrique du Sud)
16. Sunita Chaudhary (Népal)
17. Mark McGuffie (États-Unis, Hawaï)
18. Michael Wilson (États-Unis)

19. Ravi Prasad (Inde)
20. Ramiro Fernandez (Argentine)

Demande au Président par intérim de présenter au Conseil, d'ici le premier trimestre de 2023, des propositions visant à remédier aux déséquilibres géographiques dans la composition du Comité directeur,

Demande au Président par intérim de veiller à ce que tous les membres du Comité directeur déclarent tout intérêt pertinent, à ce que ces déclarations soient mises à la disposition du Conseil et du Directeur général, et à ce que tout conflit d'intérêts réel ou potentiel soit correctement géré, comme requis dans l'appel à manifestations d'intérêt.

C/IV – 5 novembre 2022 - Priorités et objectifs stratégiques du Conseil pour 2022-2025

Décision C/IV

Le Conseil de l'UICN,

Approuve la version révisée des *Priorités et objectifs du Conseil de l'UICN pour la période 2022-2025*, ainsi que les responsabilités principales au sein du Conseil et le calendrier de travail (Annexe 2), et

Invite le Directeur général à présenter au Conseil, pour examen au moment de la présentation du Budget 2023, une demande de ressources supplémentaires, le cas échéant, nécessaires pour fournir un appui du Secrétariat à toute priorité ou objectif du Conseil.

C/V – 5 novembre 2022 - Groupe de travail intersessions du Conseil - Stratégie à 20 ans de l'UICN

Décision C/V

Le Conseil de l'UICN,

Nomme les personnes suivantes membres du Groupe de travail intersessions du Conseil pour l'élaboration d'une nouvelle vision stratégique à 20 ans pour l'Union, créé en application de la [décision 147 du Congrès 2021](#) (par ordre alphabétique) :

1. Monique Catherine BISSECK Epse YIGBEDEK, Cameroun
2. Alejandro A. Imbach, Argentine
3. Marco Lambertini, Italie
4. Zdenka Piskulich, Costa Rica
5. John Robinson, États-Unis
6. Kanyinke Sena, Kenya
7. Swetha Stotra Bhashyam, Inde
8. Linda Wong, Chine/États-Unis
9. Dedee Woodside, Australie

C/VI – 5 novembre 2022 - Commission de l'UICN sur la crise climatique - Visibilité et image de marque accrues

Décision C/VI

Le Conseil de l'UICN,

Confirme que le terme « intérimaire » peut être supprimé à des fins de promotion de la Commission de l'UICN sur la crise climatique, à condition que tout matériel promotionnel mentionnent en petits caractères que la Commission est provisoire et que son président et son comité directeur sont « intérimaires » jusqu'à ce que le prochain Congrès mondial de la nature de l'UICN adopte le mandat de la Commission et élise son président.

C/VII – 9 mars 2023 – Plan de travail 2023-2024 de la Commission de l'UICN sur la crise climatique

Décision C/VII

Le Conseil de l'UICN,

Sur proposition du Directeur par intérim et du Comité directeur intérimaire de la Commission de l'UICN sur la crise climatique,

Approuve le Plan de travail 2023-2024 de la Commission sur la crise climatique (Annexe 7).

C/VIII – 10 août 2023 – Amendements au Guide des cotisations des Membres 2022-2024

Décision C/VIII

Le Conseil de l'UICN,

Conformément à la décision des Membres de l'UICN (WCC 2020 Dec 125) et

Sur recommandation du Bureau du Conseil, du Comité des finances et audit, du Comité institutionnel et de gouvernance et du Groupe de travail sur les cotisations des Membres,

Approuve :

1. les projets d'amendements au Guide des cotisations des Membres relatifs aux organisations qui entretiennent de grandes infrastructures (Annexe 8) dans le but de les soumettre à une discussion en ligne des Membres de l'UICN puis à un vote électronique en vertu des articles 94 des Statuts et 94 du Règlement de l'UICN ;
2. l'exposé des motifs (annexe 9) ; et
3. le calendrier du vote électronique (annexe 10).

C/IX – 22 août 2023 – Spécification du pouvoir de signature du directeur général par intérim

Décision C/IX

Le Conseil de l'UICN,

Décide de modifier sa décision C109/31 afin qu'elle se lise désormais comme suit (ajouts en gras) :

Le Conseil de l'UICN,

Sur recommandation de son Bureau, réuni à huis clos les 11 et 23 mai 2023,

Prenant note du rapport d'avancement du Comité de recherche d'un DG sur le processus de recherche, conformément aux termes de référence et au calendrier approuvés par le Conseil lors de sa réunion extraordinaire du 11 avril 2023 ;

1. Transmet au Comité de recherche d'un DG ses orientations concernant le profil et la description de poste du Directeur général ;

2. Nomme la Dr Grethel Aguilar au poste de Directrice générale par intérim à compter du 1er juillet 2023 et jusqu'à ce que le prochain directeur général prenne ses fonctions. **En sa qualité de Directrice générale par intérim de l'UICN et conformément à l'article 79 (f) des Statuts de l'UICN, la Dr Aguilar est autorisée à représenter l'UICN avec une signature individuelle.**

C/IX – 2 octobre 2023 – Proposition visant à modifier les Statuts, les Règles de procédure et le Règlement

Décision C/X

Le Conseil de l'UICN,

Sur recommandation de son Comité institutionnel et de gouvernance,

Décide de :

1. soumettre sa **Proposition visant à modifier les Statuts, les Règles de procédure et le Règlement** suite à la décision 148 prise lors du Congrès mondial de la nature de l'UICN 2021 à Marseille (« Permettre la présence et la participation effectives des Membres aux futures sessions du Congrès mondial de la nature ») *en bloc* à un vote électronique des Membres de l'UICN du 29 novembre au 13 décembre 2023 après y avoir incorporé les amendements aux articles 19*bis* et 19*ter* des Statuts et à l'article 23 des Règles de procédure (soulignés dans les dispositions pertinentes de l'annexe 11) déposés par les Membres au cours de la discussion en ligne, et à
2. soumettre aux vote séparément les amendements à l'article 56 (c) et (f), et à l'article 66 (e) des Règles de procédure déposés par les Membres au cours de la discussion en ligne (annexe 12).

C/XI – 2 octobre 2023 – Proposition visant à modifier le Guide des cotisations des Membres pour les organisations qui entretiennent de grandes infrastructures

Décision C/XI

Le Conseil de l'UICN,

Sur recommandation de son Comité institutionnel et de gouvernance,

Décide de :

1. soumettre sa proposition visant à modifier le Guide des cotisations des Membres pour les organisations qui entretiennent de grandes infrastructures (annexe 13) à un vote électronique des Membres de l'UICN du 29 novembre au 13 décembre 2023, modifiant ainsi le calendrier du vote électronique approuvé par la décision C/VIII du 7 août 2023, et à
2. soumettre aux vote séparément les amendements déposés par les Membres au cours de la discussion en ligne (annexe 14).

C/XII – 26 février 2024 – Changement de catégorie de Membres

Décision C/XII

Le Conseil de l'UICN,

Sur recommandation de son Comité institutionnel et de gouvernance,

1. Approuve la demande du Ministère régional du développement durable, de l'environnement et de l'économie bleue du Gouvernement d'Andalousie (GA/909) de modifier sa catégorie de Membre d'Agence gouvernementale à Gouvernement infranational ;
2. Approuve la demande de l'Autorité israélienne de la nature et des parcs (GA/256) de changer sa catégorie de Membre d'Agence gouvernementale à Affilié et,
rappelant que les décisions relatives aux changements de catégories de Membres prennent effet à la date des décisions du Conseil,
rejette sa demande visant à ce que ce changement de catégorie soit effectif à compter du 1er janvier 2024 ;
3. Approuve la demande de Rainforest Alliance (ING/24984) de changer sa catégorie de Membre d'Organisation non gouvernementale internationale à Affilié.

Email aux Membres de l'UICN and membres des Commissions de l'UICN

A: Membres de l'UICN: Chef de l'organisation; Contact Principal et contact/s principal/aux additionnel/s ; membres des Commissions de l'UICN

Cc: Présidents des Commissions de l'UICN; Comités nationaux et régionaux, Conseillers de l'UICN, Directeur général, Directeurs régionaux; Correspondants chargés des relations avec les Membres, Unité des Membres et de soutien des Commissions;

Sujet: Appel à candidatures pour le poste de Président par intérim et de membre du Comité directeur intérimaire de la Commission de l'UICN sur la crise climatique. Date limite: 28 avril 2022

Chers Membres et membres des Commissions de l'UICN,

Les Membres de l'UICN des catégories A, B et C ainsi que les membres des Commissions de l'UICN sont invités à envoyer les manifestations d'intérêt de personnes intéressées pour les postes de Président par intérim et de membre du Comité directeur intérimaire de la Commission de l'UICN sur la crise climatique. ([WCC-2021-Res-110](#))

Le Conseil de l'UICN examinera les propositions reçues lors de sa réunion de mai 2022, au cours de laquelle il nommera le Président par intérim. Le Président par intérim sélectionnera les candidats à membres du Comité directeur intérimaire en vue de leur nomination par le Conseil à partir de la liste des manifestations d'intérêt reçues dans le cadre de la présente communication.

À l'heure de considérer de possibles candidatures au poste de Président par intérim, les Membres et membres des Commissions de l'UICN sont priés de garder à l'esprit que la personne concernée doit non seulement posséder l'expertise professionnelle requise, mais aussi le temps, la capacité d'engagement personnel et, dans la mesure du possible, le soutien institutionnel qui lui permettront de s'acquitter des tâches exigeantes d'un Président de Commission. Leadership créatif, vision et dynamisme sont autant de qualités importantes pour le poste de Président par intérim, afin que les réseaux bénévoles concernés soient correctement animés et en mesure de contribuer à la mise en œuvre de la Mission de l'Union.

Le Conseil a identifié une série de qualifications pour les postes de Président par intérim et de membre du Comité directeur intérimaire. La liste des critères pour chacun est disponible en annexe 1 et annexe 2.

Nous vous rappelons également l'exigence statutaire selon laquelle les Présidents de Commission doivent provenir de diverses régions et qu'au maximum deux d'entre eux peuvent provenir d'un même État. La liste des Présidents de Commission actuellement en fonction ainsi qu'une indication de leur État d'origine est disponible ci-après.

Le Président par intérim nommé par le Conseil exercera ses fonctions jusqu'à la clôture du Congrès mondial de la nature 2025, date à laquelle le processus d'élection suivra les modalités définies dans les Statuts de l'UICN. De même, les membres du Comité directeur intérimaire seront en fonction de la date de leur nomination jusqu'à la clôture du Congrès de l'UICN 2025, sous réserve des articles 73 et 73bis du Règlement.

Les Membres et membres des Commissions de l'UICN sont invités à transmettre les manifestations d'intérêt de personnes répondant aux critères pertinents à la Présidente de l'UICN, par courrier électronique, à l'adresse : president@iucn.org afin qu'elles lui parviennent **au plus tard le 28 avril 2022 à 13h00 GMT/UTC**.

Nous vous remercions grandement de l'attention que vous voudrez bien porter à cet important aspect de la gouvernance de l'Union.

Cordialement,

**Unité de soutien des Membres et Commissions de l'UICN
de la part du Conseil de l'UICN**

Commission	Président	État
Commission d'éducation et communication	Sean Southey	Canada / Afrique du Sud
Commission de gestion des écosystème	Angela Andrade	Colombie
Commission des politiques environnementales, économiques et sociales	Kristen Walker Painemilla	États-Unis
Commission pour la survie des espèces	Jon Paul Rodriguez	Venezuela
Commission mondiale du droit de l'environnement	Christina Voigt	Allemagne
Commission mondiale des aires protégées	Madhu Rao	Inde / Royaume-Uni

Appel à candidatures pour le poste de Président par intérim de la Commission de l'UICN sur la crise climatique

Contexte

En septembre 2021, lors du Congrès mondial de la nature de l'UICN à Marseille, les Membres de l'UICN ont convenu d'initier la création d'une nouvelle Commission de l'UICN sur la crise climatique, chargeant le Conseil de l'UICN de nommer un Président par intérim (PI) et d'établir un Comité directeur intérimaire (CDI) pour la Commission ([WCC-2021-Res-110](#)).

L'objectif de cette nouvelle Commission est de mobiliser et d'assurer la coordination au sein de l'Union, et de collaborer aux efforts des Comités régionaux et nationaux de l'UICN et de la société civile en général pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux changements climatiques, sur la base des meilleures données scientifiques disponibles fournies par le GIEC et en tenant compte des actions et initiatives mises en place par la CCNUCC dans le cadre du Programme d'action mondial pour le climat.

Le Conseil de l'UICN invite les Membres et membres des Commissions de l'UICN à envoyer les manifestations d'intérêt de personnes répondant aux critères détaillés ci-après pour le poste de Président par intérim et/ou de membres du Comité directeur intérimaire avant le 28 avril 2022 à 13h00 UTC.

Le Bureau de l'UICN examinera les candidatures et fera une recommandation au Conseil concernant la nomination du Président par intérim lors de sa 107e réunion, les 18 et 19 mai 2022. L'équité hommes-femmes et la diversité régionale seront être prises en considération lors de l'examen des candidatures.

Le Président par intérim, avec le soutien du Bureau et conformément aux critères définis concernant la composition du CDI, proposera au Conseil les candidats au CDI au plus tard le 30 juin 2022, en tenant compte des manifestations d'intérêt reçues, afin que le Conseil puisse procéder à leur nomination avant le 31 juillet 2022. Le PI et le CDI seront invités à élaborer un projet de Termes de référence pour la Commission d'ici le 15 octobre 2022, pour examen par le Conseil.

Le mandat du PI se terminera à la clôture du prochain Congrès mondial de la nature de l'UICN en 2025.

Les candidats au poste de Président par intérim devront présenter un haut niveau d'intégrité, posséder des qualités de leadership démontrées, une expérience, une expertise et des connaissances en matière de politiques et d'action climatiques et leurs liens avec la crise de biodiversité, une capacité démontrée à inspirer leurs collègues et à mobiliser des ressources, une connaissance pratique de l'UICN, et s'engager à renforcer la cohésion entre les différentes composantes de l'Union et à consacrer un temps substantiel et non rémunéré à ce rôle au cours des trois prochaines années.

Critères pour le poste de Président par intérim

Les candidats au poste de Président par intérim de la Commission sur la crise climatique devront posséder les caractéristiques suivantes :

En général

- a) expérience antérieure en matière de gouvernance ou de Conseil d'administration, de préférence dans une organisation internationale ou une grande organisation régionale
- b) engagement en faveur de la conservation, de l'équité, de la justice et du développement durable
- c) une vision globale de l'Union, et la capacité de contribuer aux orientations stratégiques de l'UICN et à la détermination de ses priorités
- d) connaissances financières
- e) expérience en matière de mobilisation de ressources financières de différentes sources
- f) engagement à participer au Conseil et à l'un de ses comités permanents
- g) capacité de travailler en anglais et, si possible, dans au moins une des autres langues officielles de l'UICN

Plus spécifiquement

- h) expertise documentée, remarquable et largement respectée en matière de science, de politiques, de gouvernance et d'action climatiques et leurs liens avec la biodiversité
- i) bonne connaissance de l'UICN, de ses structures, de ses processus de gouvernance et de ses travaux en cours dans le domaine des changements climatiques
- j) réseau de contacts à travers le monde et compétences éprouvées en matière de réseautage
- k) aptitude à travailler avec de multiples cultures, disciplines, nord-sud
- l) qualités de leadership : capable de donner une vision, un sens de l'orientation et une certaine inspiration
- m) capacité à présider les réunions de manière efficace
- n) compétences éprouvées en matière de planification stratégique et gestion organisationnelle
- o) bon communicateur
- p) capacité de construire et d'obtenir un consensus stratégiquement cohérent et engagement à renforcer la cohésion entre les composantes de l'Union

Conditions

- (i) Être libre de tout conflit d'intérêt ;
- (ii) Exercer la fonction à titre personnel et non en qualité de représentant d'un État, d'une organisation Membre ou d'un groupe d'intérêt ;
- (iii) Disposer du temps nécessaire pour l'accomplissement complet des tâches de Président par intérim de la Commission jusqu'au prochain Congrès mondial de la nature en 2025 ;

Souhaitable

- (i) Appui institutionnel ou de l'employeur
- (ii) Expérience en matière de réseaux régionaux et/ou internationaux
- (iii) Participation préalable à l'UICN

Les manifestations d'intérêt devront être envoyées à la Présidente de l'UICN president@iucn.org avant le 28 avril 2022, et devront inclure :

1. la réponse du candidat aux critères spécifiés ci-dessus
2. un CV à jour
3. une déclaration de tout intérêt pertinent (pour la gestion des conflits d'intérêts (potentiels))
4. la confirmation de l'engagement du candidat à consacrer le temps nécessaire à l'exercice effectif de la fonction de Président de Commission pour les trois prochaines années.
5. au moins deux lettres de support de Membres de l'UICN de différentes régions de l'UICN
6. Un document, de 5 pages maximum, présentant la vision du candidat pour la Commission et son point de vue sur la manière dont la Commission, une fois établie, pourrait apporter une valeur ajoutée à l'UICN sans dupliquer les efforts.

Appel à candidatures pour être membre du Comité directeur intérimaire de la Commission de l'UICN sur la crise climatique

Contexte

En septembre 2021, lors du Congrès mondial de la nature de l'UICN à Marseille, les Membres de l'UICN ont convenu d'initier la création d'une nouvelle Commission de l'UICN sur la crise climatique, chargeant le Conseil de l'UICN de nommer un Président par intérim (PI) et d'établir un Comité directeur intérimaire (CDI) pour la Commission ([WCC-2021-Res-110](#)).

L'objectif de cette nouvelle Commission est de mobiliser et d'assurer la coordination au sein de l'Union, et de collaborer aux efforts des Comités régionaux et nationaux de l'UICN et de la société civile en général pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux changements climatiques, sur la base des meilleures données scientifiques disponibles fournies par le GIEC et en tenant compte des actions et initiatives mises en place par la CCNUCC dans le cadre du Programme d'action mondial pour le climat.

Le Conseil de l'UICN invite les Membres et membres des Commissions de l'UICN à envoyer les manifestations d'intérêt de personnes répondant aux critères ci-après pour le poste de membre du Comité directeur intérimaire avant le 28 avril 2022 à 13h00 UTC.

Une fois nommé, le Président par intérim proposera au Conseil, avec le soutien du Bureau et conformément aux critères définis pour la composition du CDI, les candidats au poste de membre du CDI au plus tard le 30 juin 2022, en tenant compte des manifestations d'intérêt reçues, afin que le Conseil puisse procéder à leur nomination avant le 31 juillet 2022. Les manifestations d'intérêt reçues dans le cadre de cet appel seront mises à la disposition du Président par intérim, qui les examinera en vue de préparer une liste de candidats au CDI pour le Conseil.

Le PI et le CDI seront invités à élaborer un projet de Termes de référence pour la Commission d'ici le 15 octobre 2022, pour examen par le Conseil.

Le mandat des membres du CDI se terminera à la clôture du prochain Congrès mondial de la nature de l'UICN en 2025, sous réserve des articles 73 et 73*bis* du Règlement.

Critères

Les candidats souhaitant être considérés comme membres du Comité directeur intérimaire de la Commission sur la crise climatique devront posséder les qualités suivantes :

- Qualification technique et, en particulier, connaissances nécessaires et expertise documentée en matière de science, politiques et action climatiques, y compris les questions relatives à l'atténuation, à l'adaptation et à un développement climatiquement résilient, ainsi qu'au rôle des solutions fondées sur la nature dans ces domaines.

Facteurs additionnels que le Président par intérim et le Conseil prendront en compte lors du processus de sélection :

- Diversité des points de vue
- Représentation géographique

- Équité hommes-femmes et inclusion des voix essentielles des peuples autochtones et de la jeunesse.

Les manifestations d'intérêt devront être envoyées à la Présidente de l'UICN president@iucn.org avant le 28 avril 2022, et devront inclure :

1. la réponse du candidat aux critères spécifiés ci-dessus
2. un CV à jour
3. une déclaration de tout intérêt pertinent (pour la gestion des conflits d'intérêts (potentiels))
4. confirmation de l'engagement du candidat à consacrer le temps nécessaire à son rôle au sein du Comité directeur intérimaire

16 applications approved by GCC at its 4th meeting on 18 July 2022 and by e-mail correspondence concluding on 28 July 2022

IUCN Statutory region	#	Organisation name	Acronym	IUCN Statutory State	Website	Member Category	Letters of endorsement from IUCN Members, National/Regional Committees, Councillors, Honorary Members	Detailed application
Africa	1	The Society of Writers on Environment and Development	SWED	Egypt	@swed 1995 / Twitter	National NGO	1) NG/22579 The Royal Marine Conservation Society of Jordan, Jordan 2) IUCN Councillor, S. Damhoureyeh	SWED
	2	Association de Continuité de Générations (Association of continuity of generations)	ACG	Tunisia	https://acg-generations.org/	National NGO	1) ST/7672 Ministère de l'Environnement (Ministry of Environment), Tunisia 2) NG/25693 Notre Grand Bleu (Our big blue), Tunisia	ACG
Meso and South America	3	Fondo de la Iniciativa para las Américas (Initiative for the Americas Fund)	FIAES	El Salvador	https://www.fiaes.org.sv/en	National NGO	1) NG/14386 Asociación Salvadoreña Pro-Salud Rural (Salvadorean Association for Rural Health), El Salvador 2) NG/25967 Fundación Salvadoreña para la Promoción Social y el Desarrollo Económico (Salvadoran Foundation for Social Promotion and Economic Development), El Salvador	FIAES
	4	Mancomunidad de Municipios del Parque Nacional Montaña de Celaque (Association of Municipalities of the Montaña de Celaque National Park)	MAPANCE	Honduras	https://panorama.solutions/en www.facebook.com/ParqueNacionalCelaque/	National NGO	1) NG/25741 Asociación para el Manejo Integrado de Cuencas de La Paz y Comayagua (Association for the Integrated Management of the La Paz and Comayagua Watersheds), Honduras 2) NG/25976 Proyecto Aldea Global (Global Village Project), Honduras 3) National Committee of IUCN Members, Honduras	MAPANCE
North America and the Caribbean	5	Institute for Sustainability & Energy at Northwestern University	ISEN	United States of America	www.isen.northwestern.edu	National NGO	1) AF/25440 Chicago Botanic Garden, USA 2) NG/550 World Wildlife Fund - US, USA	ISEN
South and East Asia	6	Qingdao Marine Conservation Society	QMCS	China	http://www.qmcs.org.cn	National NGO	NG/25487 China Mangrove Conservation Network, China NG/25857 SEE Foundation, China	QMCS

16 applications approved by GCC at its 4th meeting on 18 July 2022 and by e-mail correspondence concluding on 28 July 2022

IUCN Statutory region	#	Organisation name	Acronym	IUCN Statutory State	Website	Member Category	Letters of endorsement from IUCN Members, National/Regional Committees, Councillors, Honorary Members	Detailed application
West Asia	7	Arab Women Water Energy Environment Network Association	AWWEENA	Jordan	https://awweena.net	National NGO	1) NG/25829 Dibeen Association for Environmental Development, Jordan 2) NG/25604 Future Pioneers for Empowering Communities' Members in the Environmental and Educational Fields, Jordan	AWWEENA
	8	King Abdulaziz Royal Reserve Development Authority	KARNR	Saudi Arabia	King Salman Bin Abdulaziz Royal Reserve (ksrnr.gov.sa)	Government agency	N/A	KARNR
	9	International Fund For Houbara Conservation	IFHC	United Arab Emirates	http://houbarafund.gov.ae	Government agency	N/A	IFHC
West Europe	10	UNDER THE POLE / Antipodes	UTP	France	https://www.underthepole.org	National NGO	1) Comité national des Membres, France 2) AF/1520 Centre de Culture Scientifique, Technique et Industrielle de la Mer OCEANOPOLIS BREST (Centre for Scientific, Technical and Industrial Culture of the Sea), France	UTP
	11	Ville de Fontainebleau (City of Fontainebleau)	VdF	France	Accueil - Fontainebleau - Ville de Fontainebleau	Subnational government	N/A	VdF
	12	Tiergarten der Stadt Nürnberg (Nuremberg Zoo)	TgNbg	Germany	https://www.tiergarten.nuernberg.de	National NGO	1) NG/772 Zoologisk Have København (Copenhagen Zoo), Denmark 2) NG/1538 Zoologischer Garten Köln (Cologne Zoological Garden), Germany	TgNbg
	13	Zoologischer Garten Berlin AG (Zoologischer Garten Berlin AG)	Zoo_Berlin	Germany	https://www.zoo-berlin.de	National NGO	1) NG/772 Zoologisk Have København (Copenhagen Zoo), Denmark 2) IN/24785 European Association of Zoos and Aquaria, The Netherlands	Zoo_Berlin
	14	Universidad Católica Santa Teresa de Jesús de Ávila (Saint Teresa of Jesus Catholic University of Avila)	UCAV	Spain	https://www.ucavila.es/	Affiliate	1) NG/24956 Centro de Extensión Universitaria e Divulgación Ambiental de Galicia (Centre for Continuing Education and the Dissemination of Environmental Information of Galicia), Spain 2) NG/25232 Fundación Oxígeno (Oxygen Foundation), Spain	UCAV
	15	Insamlingsstiftelsen Kolmården Foundation (Kolmarden Foundation)	KF	Sweden	https://www.kolmarden.com	National NGO	1) IN/1030 Coalition Clean Baltic, Sweden 2) NG/25166 Stiftelsen Nordens Ark, Sweden	KF
	16	Galapagos Conservation Trust	GCT	United Kingdom	https://galapagosconservation.org.uk	National NGO	1) NG/812 Fundación Charles Darwin para las Islas Galápagos (Charles Darwin Foundation for the Galapagos Islands), Ecuador 2) IN/835 Durrell Wildlife Conservation Trust, UK	GCT



GCC4 meeting decisions - Annex

Change of membership category of current IUCN Member organisations

Member ID	Name	Country	Current category	Requested new category
GA/614	Ministère de l'environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (Québec)	Canada	Government agency	Subnational government
GA/25049	Jeju Special Self-Governing Province, Bureau of Environment Conservation	Republic of Korea	Government agency	Subnational government
GA/25305	Dirección de Gestión Ambiental del Gobierno Autónomo Descentralizado de la Provincia del Carchi) - <i>Environmental Agency of the Regional Government of Carchi</i>	Ecuador	Government agency	Subnational government

Change of name of current IUCN Member organisations

Member ID	Previous name	New name	Country
GA/614	Ministère de l'environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (Québec)	Gouvernement du Québec (<i>Government of Québec</i>)	Canada
GA/25049	Jeju Special Self-Governing Province, Bureau of Environment Conservation	Jeju Special Self-Governing Province	Republic of Korea
GA/25112	Ministry of Environment and Tourism	Ministarstvo ekologije, prostornog planiranja i urbanizma (<i>Ministry of Ecology, Spatial Planning and Urbanism</i>)	Montenegro
NG/203	San Diego Zoo Global	San Diego Zoo Wildlife Alliance	USA
SN/25411	Service des Parcs naturels régionaux et biodiversité - Conseil Régional Provence - Alpes - Côte d'Azur *	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	France

* This Member requested a change of category from Affiliate to Subnational government, which was approved by 107th Council in May 2022. They are now informing us that they want to have their name changed as well.



Groupe de travail intersessions du Conseil sur le développement d'une nouvelle Vision stratégique à 20 ans

Termes de référence

(Projet recommandé par le Bureau pour approbation par le Conseil)

Aperçu de la gouvernance du « Projet de stratégie »

Le Congrès mondial de la nature de l'UICN 2021 a demandé au Conseil de « *mettre en place de façon prioritaire un Groupe de travail intersessions du Conseil (ci-après dénommé le « Groupe de travail ») incluant des Membres de l'UICN pour diriger, en collaboration avec le Directeur général* », le développement d'une « *vision stratégique intégrée à long terme (20 ans) comprenant une Stratégie financière, un Plan stratégique et autres plans de mise en œuvre, au besoin* » et de la soumettre « *au vote des Membres avant la fin du prochain Congrès mondial de la Nature* » ([Décision 147 du Congrès 2021](#)).

Le Groupe de travail, qui comprendra le Bureau du Conseil de l'UICN, le Directeur général et 8 à 10 personnes proposées par les Membres de l'UICN et nommées par le Conseil de l'UICN, fournira des orientations et une direction générales au Projet de stratégie et approuvera le projet final de Vision Stratégique, qui sera soumis au prochain Congrès, en 2025, pour discussion et adoption.

Aux termes de la [Décision C107/16 du Conseil](#), les personnes nommées, ainsi que le Bureau, constitueront conjointement le Comité directeur du « Projet de stratégie », tandis que le Directeur général agira en tant que « Responsable de projet ». Le Comité directeur veillera à ce que les produits générés par le projet répondent aux orientations et à la direction générales fournies par la décision 147 du Congrès 2021, dans les délais impartis pour le processus d'élaboration et de consultation de la Vision stratégique à 20 ans approuvé par le Conseil de l'UICN ([Décision C107/16 du Conseil](#)). Le Comité directeur se réunira périodiquement, en fonction des décisions qui lui seront demandées.

Composition du Groupe de travail intersessions du Conseil

Le Groupe de travail sera composé de :

1. les dix membres du [Bureau du Conseil de l'UICN](#) ;
2. le Directeur général ; et
3. huit à dix personnes nommées par le Conseil de l'UICN sur la base des candidatures¹ reçues des Membres de l'UICN, en tenant compte des critères suivants :
 - a. rôle de leadership au sein de l'institution ou organisation Membre, y compris une expérience en matière de stratégie organisationnelle et financière ;
 - b. expérience auprès de l'UICN, en particulier en ce qui concerne sa gouvernance ;
 - c. engagement à agir à titre personnel et non en tant que représentant de son gouvernement ou organisation et à allouer le temps nécessaire pour participer activement au Groupe de travail ;
 - d. équilibre global en termes de régions, de sexes, d'âge et de types d'expériences organisationnelles, en tenant compte, en particulier, de la participation des jeunes et des peuples autochtones.

¹ Les candidatures seront signées et envoyées par courrier électronique par une personne occupant un poste de direction au sein de l'organisation ou institution Membre de l'UICN (président du conseil d'administration, directeur général ou équivalent) autre que la personne candidate, et devront être envoyées à la Présidente de l'UICN (president@iucn.org).

L'appel à candidatures devra inclure ce qui suit : « *Les Membres de l'UICN sont encouragés, en particulier, à présenter les candidatures de jeunes professionnels qualifiés. En plus de compétences en matière de gouvernance, le Conseil de l'UICN recherche des personnes possédant un intérêt et une expertise en matière de gouvernance, de financements innovants, de tendances et technologies futures et de planification stratégique* ».

Fonctions du Groupe de travail

1. Fournir des orientations et une direction générales pour le Projet de stratégie, en tenant compte de :
 - a. la [Décision 147 du Congrès 2021](#)
 - b. la [Décision C107/16 du Conseil \(mai 2022\)](#) approuvant un calendrier pour l'élaboration et un processus de consultation de tous les Membres de l'UICN sur la Vision stratégique à 20 ans ;
 - c. le cas échéant, le projet de Termes de référence pour l'élaboration de la Vision stratégique proposé par le Conseil précédent en annexe de la Motion J du Congrès (cf. [Décision 147 du Congrès 2021 et Annexe à la Motion J](#)).
2. Se réunir de façon virtuelle entre 5 et 6 fois par an.
3. Fournir des commentaires sur les documents et ébauches élaborés dans le cadre du Projet de stratégie.

Durée

Le Groupe de travail terminera sa tâche au moment où il approuvera le projet final de Vision stratégique, qui sera soumis au prochain Congrès, en 2025, pour discussion et adoption (prévu pour le premier trimestre de 2025).

Cependant, il pourra être demandé à ses membres de rester disponibles pour des fonctions liées à la discussion de la Vision stratégique lors du prochain Congrès mondial de la nature de l'UICN, qui se tiendra en 2025.

Council priorities / objectives 2022 – 2025

Priorities & objectives	Desired impact by 2025	Lead responsibility	VP	Timeline ¹
1-Governance Reforms				
Complete the implementation of the Council Response to 2019 Governance External Review with particular attention to optimal transparency of Council and its effective communication and engagement with Members in the regions, and effective cooperation between Secretariat and Commissions	Each component of the Union effectively performs its statutory functions	DG submits proposals to C108; GCC makes recommendations to C108 on selected proposals that are ready for adoption GCC makes recommendations to C109 on all other proposals taking into account C108 discussion Immediate implementation of approved proposals in 2023-24 “Light” review of results by external reviewer at C112	Hilde Eggermont	15Nov22 17Jan23 09May23 Nov24
2-Resolutions				
Ensuring implementation of all Resolutions and Decisions requiring action by Council with particular attention to: a. 2021 RES 110 establishing a Climate Crisis Commission b. 2021 DEC 148 on increased Member involvement in Congress c. Increased effectiveness / transparency of the motions process d. Impact of armed conflict on biodiversity	Effective implementation of IUCN Resolutions and Decisions adopted by WCC Improved levels of Member participation and confidence in, and management of, Congress and intersessional decision-processes	PPC proposes and Council approves in accordance with the process approved by Council (DEC C107/11) except: a- Interim Chair proposes, Council approves b- Advisory Group proposes, GCC reviews, Council approves c- GCC proposes, PPC and FAC review, Council approves	Imèn Meliane	Overall: 2025 Congress a- ToR approved and Commission operational by/before C108 b- Council approval of final proposals for online vote at C110 c- Idem

¹ **C108**: 29 November 2022 (Part I – virtual) and 17-19 January 2023 in person; **C109**: May 2023; **C110**: November 2023; **C111**: May 2024; **C112**: November 2024; **C113**: February/March 2025

Council priorities / objectives 2022 – 2025

3-Strategic Vision				
<p>a- Develop the 20 year Strategy incl. a financial strategy to achieve a sustainable Union and submit to Congress</p> <p>b- Measure and communicate the delivery of conservation outcomes and impact of Nature 2030</p>	<p>20 year Strategy delivered and adopted at Congress</p> <p>IUCN financially secure</p> <p>Conservation outcomes and impacts measured</p>	<p>a- DG proposes; Intersessional Council WG reviews (FAC on financial strategy); Council reviews; WG approves the final version for submission to Congress</p> <p>b- DG reports; PPC reviews; Council takes decisions as required</p>	Razan AlMubarak	<p>a- Per Council DEC C107/16: C109 draft for consultation C111 approval final version C113 approval of statutory amendments required</p> <p>b- 2025 Congress</p>
4- Membership value proposition				
<p>a- Modify as required and implement the membership strategy with particular attention to engagement of IUCN Members as part of the <i>One Programme</i> approach</p> <p>b- Improve the transparency of IUCN investment in countries and Regions (programs, presence, projects)</p> <p>c- Retain and grow State party membership</p>	<p>Increased engagement and satisfaction of Members National & Regional Committees and Commissions in IUCN's work</p> <p>Number of State members is increased</p> <p>Greater equity in the distribution of IUCN resources</p>	<p>a- GCC proposes; Council approves</p> <p>b- DG reports; FAC reviews; Council takes decisions as required</p> <p>c- DG reports; GCC reviews; Council takes decisions as required</p>	Ramiro Batzin	Ongoing, annual review by Council, and report to Congress
5-International positioning				
<p>a- Identify international policy priorities and areas where IUCN can have a maximum impact</p> <p>b- More effectively leverage expertise, networks, collaborations and influence of IUCN's constituent parts and new partners</p> <p>c- Expedited and measured responses to international issues</p>	<p>IUCN's influence is improved and mobilizes all of its constituents</p> <p>High ambition conservation goals are secured</p>	<p>a- DG reports or proposes; PPC reviews; Council takes decisions as required</p> <p>b- DG reports or proposes; PPC reviews; Council takes decisions as required</p> <p>c- CEC to draft, Council to take decisions as required</p>	Peter Cochrane	All by 2025 Congress



IUCN Climate Crisis Commission Work Plan 2023-2024

(Approved by the IUCN Council, decision C/VII, 9 March 2023)

1- Introduction

The resolution (WCC-2020-Res-044-EN) defines that the '*The Climate Crisis Commission*' **aim is to mobilize and coordinate the Union and engaging with Regional and National IUCN Committees and broader civil society efforts to reduce greenhouse gas emissions and adapt to climate change based on the best available science coming from the IPCC and taking into account the actions and initiatives that are developed in the UNFCCC through the Global Climate Action Agenda.** It mentions that “**transformative change for a system-wide reduction of greenhouse gas emissions is necessary.**”

Based on this, the Climate Crisis Commission vision is ***a world in which global warming is limited to 1.5 degrees above pre-industrial levels and society is adapting to manage climate risks in ways that enhance socio-ecological resilience, are Nature Positive, and promote just outcomes for all.***

For this, it must lead and support implementation of solutions proposed by all forms of science with a main focus on just decarbonization, synergies between climate and biodiversity, and addressing vulnerable nature and human sectors. To realize this vision, the Climate Crisis Commission must help consolidate IUCN's extensive climate-related policy as articulated through Congress resolutions, connect with existing efforts and synergies and build new ones, promote productive and constructive partnerships and leverage IUCN's convening power. Actions guided by principles including equity, social and climate justice, ecosystem integrity, environmental safeguards and a rights based approach, will be essential for rapid and sustainable transformations. It will also be important to engage all sectors in society, working with women and youth as key parts of the equation. It will also be important that new Commission's work recognizes the sustainable nature conservation practices of Indigenous Peoples, respects, protects and uphold their rights including to their lands, territories and resources, and ensures the application of Free Prior and Informed Consent.

In addition to assisting IUCN's engagement with the formal intergovernmental processes addressing the climate and biodiversity crises, the Climate Crisis Commission recognizes the necessarily ambitious transformational change that must now occur; percolate the economic, political, cultural and social dimensions across multiple fronts; and be implemented by different actors at many-levels.

Neither climate nor nature goals will be achieved without fundamental reforms of our financial and economic architecture and a well planned systems transition, shaped through a convergence approach. This will undoubtedly require addressing real concerns such as the credibility and validity of “NetZero” approaches, and the further development of the “Nature Positive” concept and actions.

2- Goal

By 2025, IUCN CCC will have been effective in bringing a more holistic, integrated and just approach to the development and implementation of IUCN climate policy and programs and to IUCN’s engagement with international and regional processes, effectively contributing to the efforts of the world community in limiting warming to below 1.5°C and enabling the necessary adaptation and resilience.

3- Objectives

- Develop and promote holistic policies and guidelines that facilitate the rapid transition away from fossil fuel to clean energy sources, climate and nature convergence and the enabling conditions to effectively address both challenges.
- Through strong collaboration with other Commissions and the Secretariat, promote synergistic policies and approaches with relevant multilateral processes in addition to the UNFCCC and CBD including UNCCD, RAMSAR, CITES, UNEA, SDGs and those related oceans, food and materials management. Help mobilize, coordinate and collaborate with all components of the Union and external partners under a “One Union”, “whole of society approach”, leveraging IUCN convening power and knowledge.
- Promote and implement solutions that advance synergistic climate-biodiversity outcomes, including by integrating science, Indigenous Peoples’ knowledge systems, and local community knowledge in this effort.
- Address the controversies that limit the climate and nature convergence.
- Promote the use of accurate data and appropriate technology to bring solutions to address the climate and nature crises, whilst preventing, warning and limiting its use if it is contrary to climate, nature and sustainability objectives.
- Promote innovative solutions and develop innovative tools/mechanisms, to address the climate and nature crises, through addressing the four climate transitions suggested by IPCC and the 5 key drivers of nature loss identified by IPBES.
- Promote inclusiveness by working with and for local communities, Indigenous Peoples, women and youth.
- Raise public awareness and capacity building under a coherent action plan for an effective impact of the commission's measurements.
- Develop the IUCN Climate Crisis Commission mandate for the IUCN 2025 World Conservation Congress based in the CCC Terms of Reference.
- Secure resources for running the Climate Crisis Commission by developing a strategic plan for resource mobilization.

- Promote science, technology, data and planning for integrated nature and climate strategies, as well as methodologies and indicators to measure progress towards the Commission's climate objectives.

4- Work Plan 2023-2024 objective

Based in an active and tenacious membership, in robust external partnerships, and strongly developing visibility and positioning actions; being recognized as key contributors to addressing the climate and nature crises.

5- Workstreams

5.1. Thematic focus

1. Policy

- Participate in and organize events related to the priorities of the IUCN and CCC; contribute to the development and promotion of evidence-based policies and programs, building upon and critiquing as needed, decisions made in the global multilateral political processes.
- Address contentious topics with rights-based approaches that promote ecosystem integrity;
- Convene dialogues and advocate evidence-based recommendations for the Global Stocktake process that help to raise climate ambition on NDC's and Long Term Strategies, working with IUCN regional and national offices;
- Convene dialogues and advocate recommendations to the Global Goal on Adaptation process that strengthen and prioritize adaptation strategies at the national level that promote justice, ecosystem integrity and resilience.
- Working through collaborations with the Secretariat, regional and national committees, and across Commissions, and building upon multilateral decisions, create the enabling conditions for high quality implementation of Nature based Solutions.
- Work to address the lack of integrity in many carbon offset projects and develop principles and guidelines that will address deficiencies and prioritize the protection and restoration of biodiverse, carbon rich ecosystems
- Document and effectively communicate the role of protecting and restoring ecosystems in contributing to limiting global warming to below 1.5 degrees as part of comprehensive approach to mitigating greenhouse gas emissions.
- Begin development of frameworks for evaluating how the clean energy infrastructure needed for the rapid transition away from fossil fuels can be rolled out in ways that protect nature and be just for all;
- Strongly advocate for the strengthening of Commitments by UNFCCC Parties at COP28 for the rapid phasing out of fossil fuels (oil, coal and gas);

- Develop a high level engagement strategy with key actors at COP28.

2. Solutions and innovative tools

- Explore a strong collaboration between the Climate Action Agenda and the CBD Action Agenda, to develop tools and mechanisms to put nature/nature's role as a key enabler to achieve climate objectives.
- Develop frameworks for supporting the rapid decarbonization of economies and transition away from fossil fuel to clean energy sources in ways that protect nature and promotes social justice.

3. Finance

- Engage and contribute, by submitting recommendations, to the development of the Loss and Damage Fund.
- Support COP2COP multi-stakeholder initiative on resource mobilization which seeks to address the key nature and climate challenge on the reform of the financial architecture: How do we collectively raise ambition on public finance and incentives, which in turn, can catalyze and incentivize private sector investment into the protection, restoration and conservation of intact and existing ecosystems?

4. Technology and data

- Draft position papers on the implications for to the global warming target, and biodiversity and human well-being of certain climate technologies such as carbon dioxide removal (CDR) and bioenergy with carbon capture and storage (BECCS).

4.2. Cross-cutting areas

1. Communications and outreach

- Communicate the vision, mission and narrative of the CCC in support of outreach activities.
- Develop a brief document to communicate the purpose, goals and plans of the Climate Crisis Commission.

2. Partnerships

- Design and develop a strategic plan to identify and develop innovative partnerships that contribute to the CCC strategy and Work Plan, as well as helping position its work in the international climate space.
- Strategically partnering and working, from a “whole of society” and rights based approach with non-state actors, drive implementation through the UNFCCC Global Climate Action Agenda / Marrakech Partnership and the CBD Sharm-EI Sheikh to Kunming and Montreal Action Agenda for Nature and People. These are vehicles to raise ambition, drive implementation and bring coherence between both climate and nature agendas.

3. Flagship projects/products

- Develop a CCC flagship project and product that positions the Commission, conveys the value add of the CCC, supports the decision making process, focuses on the climate and nature convergence and brings solutions that contribute to scaling up, socially just and Nature positive actions (e.g. Climate solutions evaluation framework).

4.3. Internal organization and structure

1. Membership

Identify and convene members under the structure and Work Plan of the Commission, guided by principles of inclusion, including youth and Indigenous Peoples, gender, geographic balance, and intergenerational balance.

2. Resource mobilization

- Secure new resources for the Climate Crisis Commission by developing a strategic plan for resource mobilization.
- Design and develop a flagship project with IUCN Secretariat to elevate and mainstream the CCC work, whilst accessing additional resources.

3. Cross commission collaboration

- Work across Commissions to promote synergies and collaborations.
- Define focal points within the Commission Steering and Working groups and create mechanisms for collaboration.

4. IUCN Intergovernmental Organization (IGO) role at UNFCCC

- Leverage IUCN's IGO role at UNFCCC process to strengthen the organization and CCC's advocacy, increase our influence and visibility, and improve our position as a trusted, knowledgeable, solutions-oriented and progressive thinking peak global organization in the ongoing climate deliberations.

5- Organizing the work

While the IUCN CCC Steering Committee organizes the dedicated teams for each Workstream and appoints the regional vice chairs, the Steering Committee members will play a "working team" role to further develop and implement the actions proposed in this Work Plan.



Annex 1: (Proposed Amendments) IUCN Membership Dues Guide



The presentation of material in this publication and the geographical designations employed do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IUCN concerning the legal status of any country, territory or area, or of its authorities, or concerning the delimitations of its frontiers or boundaries.

Published by: IUCN, Gland, Switzerland

Copyright: © 2021 IUCN, International Union for Conservation of Nature and Natural Resources

Reproduction of this publication for educational or other non-commercial purposes is authorised without prior written permission from the copyright holder provided the source is fully acknowledged.

Reproduction of this publication for resale or other commercial purposes is prohibited without prior written permission of the copyright holder.

Cover photo: © Ronald Lewis-Smith

Produced by: Membership and Commission Support Unit / Global Finance Group

Available from: IUCN (International Union
for Conservation of Nature)
Membership and Commission Support Unit
Rue Mauverney 28
1196 Gland
Switzerland
Tel +41 22 999 0000
Fax +41 22 999 0002
membership@iucn.org
<https://www.iucn.org/about/union/members/how-become-member-iucn>

Table of Contents

Introduction	1
Applicability of the Guide	2
Categories of membership	2
Membership dues	2
<i>Category A: States, government agencies, subnational governments, and political and/or economic integration organisations</i>	<i>2</i>
<i>Category A: States</i>	<i>3</i>
<i>Category A: Government agencies and subnational governments</i>	<i>3</i>
<i>Category A: Political and/or economic integration organisations</i>	<i>4</i>
<i>Category B: National and international non-governmental organisations, and Category C: Indigenous peoples' organisations</i>	<i>4</i>
<i>Category D: Affiliates</i>	<i>7</i>
Payment of dues	7
<i>When do dues become payable?</i>	<i>7</i>
<i>How can dues be paid?</i>	<i>7</i>
<i>Payments details</i>	<i>8</i>
IUCN dues groups for IUCN Members in Category A	9

Introduction

IUCN is a unique organisation – a democratic membership Union – composed of over 1,500 Members, some 18,000 scientific experts in our thematic Commissions and some 900 staff, who work together in more than 160 countries. By joining IUCN, Members benefit from IUCN's scientific credibility, its unsurpassed knowledge base and convening power, extensive networking opportunities and access to high-level political, economic and social decision making. More information on the benefits of IUCN membership is available [here](#).

The prompt payment of annual membership dues is essential to fund the work of IUCN, supporting the implementation of the Programme and governance of the Union, the facilitation of global networking and communications, and the sharing of knowledge and expertise.

Membership dues are payable in advance and payment shall be received by the 1st of January. Invoices, issued in Swiss Francs, are prepared and dispatched during the last quarter of the preceding year.

This Dues Guide provides information on the calculation and structure of dues for IUCN Members.

This Membership Dues Guide was approved by electronic vote of Members on 10 February 2021 ([WCC 2020 Dec 152](#))¹ and ~~formally updated as a consequence of the inclusion of subnational governments in IUCN membership at the World Conservation Congress ([WCC 2020 Dec 152](#)). The Membership Dues Guide was subsequently revised with a new methodology for the Membership dues of venue-based organisations in Category B and C (subject to Member vote in November 2023). No other changes have been made to the content of this Guide, which was initially approved by IUCN Council at its 98th meeting in February 2020 and published with official Congress documents.~~

¹ Council, at its 100th meeting in September 2020, had approved this revised version of the Guide. They clarified that following the postponement of the 2020 Congress to 2021, the Guide would apply for membership dues as from 2022, and that the 2017-2020 Membership Dues guide would remain applicable for the 2021 membership dues, to enable the Secretariat to timely invoice IUCN Members before 1 January 2021

Applicability of the Guide

This Membership Dues Guide is applicable for membership dues as from 2022 and will remain in force until a revised Guide is adopted by the next World Conservation Congress.

[The amendment related to the calculation of the membership dues for venue-based organisations is effective from 6 December 2023 \(to be confirmed\) which is the close of the electronic vote at which the amendment was adopted.](#)

Categories of membership

Membership of IUCN is divided into four categories, as defined in Articles 4 and 5 of the [IUCN Statutes](#).

Category A: States, government agencies and Subnational governments;
Political and/or economic integration organisations;

Category B: National non-governmental organisations;
International non-governmental organisations;

Category C: Indigenous peoples' organisations; and

Category D: Affiliates.

For each category, there is a corresponding dues scale. It is one of the functions of the IUCN World Conservation Congress to determine the dues of Members of IUCN (Article 20 (f) of the IUCN Statutes).

More information on the calculation and structure of IUCN membership dues can be found in the sections below.

At the 2000 Congress (Amman), Members requested the IUCN Council to review the calculation of membership dues, linking them to a recognized published inflation index instead of the pre-defined percentage increase used since the 17th Session of the General Assembly (San José, 1988).

In Bangkok, in 2004, the Members' Assembly approved Council's proposal to use the [Swiss Consumer Price Index](#)² (CPI), published annually by the Swiss Federal Statistical Office to index the membership dues, from 2006 onwards. No adjustments to the dues are made when the index is negative.

Membership dues

Category A: States, government agencies, subnational governments, and political and/or economic integration organisations

As per Regulation 22³ of the IUCN Statutes, the "Scale of assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations" is used as a basis to establish the membership dues groups for States, government agencies, subnational governments and political and/or economic integration organisations. The repartition of UN assessment percentages within the IUCN dues groups (Table 1) is decided by the IUCN Council, while the definition of the dues amounts (Tables 2, 3 and 4) is a Congress decision.

The latest "[UN scale of assessments for the period 2019-2021](#)"⁴ was published on 4 January 2019. Consequently, the IUCN Dues Guide has been updated to reflect the 2019–2021 UN Scale of assessments and it is valid from 2022.

²<https://www.bfs.admin.ch/bfs/en/home/statistics/prices/consumer-price-index.html>

³ Regulation 22 of the IUCN Statutes: "Dues for Members in Category A shall be established by the World Conservation Congress and be calculated for the period until the next World Congress on the basis of the latest available percentage assessed for States concerned in the budget of the United Nations. The Council may establish groups for the setting of dues...".

⁴ <https://undocs.org/en/A/RES/73/271>

In the calculation of membership dues for States, government agencies, subnational governments and political and/or economic integration organisations, IUCN does not apply the UN assessment percentages directly. Rather, IUCN has elaborated its own sliding scale to form the IUCN dues groups/levels by grouping the different countries according to their percentage contributions to the UN budget. Approved by the 2000 IUCN World Conservation Congress (Amman), the present scale of percentage grouping, used to determine the IUCN Category A membership dues scale of 11 groups, ranging from “0” to 10, is shown in Table 1.

Table 1: IUCN sliding scale of State, government agency, subnational government and political and/or economic integration organisation Members and corresponding UN assessment percentages

IUCN CATEGORY A MEMBERS IN DUES GROUPS:	CORRESPOND TO STATES WITH A UN ASSESSMENT PERCENTAGE OF:	UN ASSESSMENT PERCENTAGES:			
0				Less than	0.01%
1		From	0.01%	up to & including	0.05%
2		More than	0.05%	up to & including	0.07%
3		More than	0.07%	up to & including	0.11%
4		More than	0.11%	up to & including	0.19%
5		More than	0.19%	up to & including	0.35%
6		More than	0.35%	up to & including	0.67%
7		More than	0.67%	up to & including	1.31%
8		More than	1.31%	up to & including	2.59%
9		More than	2.59%	up to & including	5.15%
10		More than	5.15%		

The membership dues scales for States (Table 2), Government agencies (Tables 3 & 4) and Subnational governments (Table 3), comprise 11 groups. For the composition of the 11 dues groups, please refer to the **IUCN dues groups for IUCN Members in Category A** at the end of this guide.

Category A: States

Table 2: States

Group	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	7,790	15,570	31,150	51,520	78,980	118,400	181,280	247,670	295,290	396,260	495,330

Membership dues are expressed in Swiss Francs (CHF) and include an increase corresponding to the average of the 2016 to 2019 Swiss Consumer Price Index (0.35%)⁵.

Category A: Government agencies and subnational governments

For a government agency and a subnational government, the dues group is the same as that of its State.

Government agencies are divided into two groups, A and B:

Group A: government agencies of a State where the State IS a Member of IUCN

Group B: government agencies of a State where the State IS NOT a Member of IUCN.

Dues for government agencies in Groups A and B are shown in Tables 3 and/or 4 respectively. Subnational governments dues are shown in Table 3.

Government agencies and subnational governments – Group A:

Table 3: Government agencies where the State is a Member of IUCN and subnational governments – Group A

Group	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	2,370	2,370	2,370	2,370	2,370	3,560	5,440	7,430	8,860	11,890	14,860

⁵ Decision from the Members' Assembly in 2004 (refer to page 2 for more information)

Membership dues are expressed in Swiss Francs (CHF) and include an increase corresponding to the average of the 2016 to 2019 Swiss Consumer Price Index (0.35%)⁶.

Membership dues for a government agency where the State IS a Member of IUCN are 3% of those of the State rate, except for government agencies of Groups "0" to 3 who pay the rate based on Group 4⁷. For the appropriate dues group of your agency please refer to the **IUCN dues groups for IUCN Members in Category A** at the end of this guide.

The membership dues for subnational governments are governed by the scale for "Government agencies where the State is a Member of IUCN", irrespective of whether the State is a Member or not.

Government agencies – Group B:

Table 4: Government agencies where the State is not a Member of IUCN – Group B

Group	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	3,890	3,890	7,790	12,880	19,750	29,620	45,320	61,920	73,820	99,070	123,830

Membership dues are expressed in Swiss Francs (CHF) and include an increase corresponding to the average of the 2016 to 2019 Swiss Consumer Price Index (0.35%)⁵.

In a country where the State IS NOT a Member of IUCN, the government agency pays 25% of the amount of dues payable by the State if it were a Member, except for Group "0" for which the rate of dues is the same as in Group 1⁶. For the appropriate dues group of your agency, please refer to the **IUCN dues groups for IUCN Members in Category A** at the end of this guide.

Category A: Political and/or economic integration organisations

The amount of dues payable by political and/or economic integration organisations is the average amount obtained by adding up the dues payable by each of its State components, as if they were Members of IUCN, and dividing it by the number of States constituting the organisation concerned. Please refer to the **IUCN dues groups for IUCN Members in Category A** at the end of this guide.

Category B: National and international non-governmental organisations, and Category C: Indigenous peoples' organisations

Dues for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples' organisations, shown in Table 5, were established according to Regulation 23⁸.

The dues scale for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples' organisations comprise ten different dues groups.

- A lower group was set for lower indigenous peoples' organisations and smaller civil societies.
- Membership dues for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples' organisations are calculated on the basis of the organisation's total expenditure (in US Dollars). **This is defined as all expenditure of the organisation during the year. Total expenditure includes expenditure funded by project restricted income and any other funding source. It also includes grants to third parties, interests and taxes. Total expenditure should agree with the organisation's audited financial statements, or, in the absence of a formal audit, the financial statements approved by the organisation's board or trustees⁹.**

⁶ Decision from the Members' Assembly in 2004 (refer to page 2 for more information)

⁷ Decision made by the 17th General Assembly of IUCN in San Jose, Costa Rica

⁸ Regulation 23: "Dues for Members in Categories B, C and D shall be established by the World Congress on the proposal of the Council"

⁹ This sentence was amended in October 2022 to clarify the definition of "total expenditure" for Members and applicants

- Membership dues for national and international non-governmental organisations which can be considered as venue-based organisations¹⁰ are calculated on the basis of the organization's conservation activities expenditure (instead of the total expenditure of the organisation). Specifically, expenditure on conservation activities is defined as:
- a. what the Member reports as conservation expenditure in their audited accounts, or
 - b. in the case of universities, the total expenditure of the faculty that carries out conservation-related research, or
 - c. if the Member is neither a university or its conservation expenditure is not included in their audited accounts, the Member must self-report its expenditure, which IUCN reserves the right to verify, on the following activities:
 - i. Direct Conservation Action (field work, species recovery, veterinary care, conservation assurance populations);
 - ii. Conservation research both inside and outside the institution;
 - iii. Field conservation education (awareness-building, education, training, capacity building);
 - iv. Conservation advocacy; and
 - v. Conservation fundraising and direct grants.
 - vi. In addition, and recognizing that a fundamental IUCN Admission criteria for new Members is "the objectives and track record of the applicant embody to a substantial extent the conservation of the integrity and diversity of nature," the minimum for self-reported conservation expenditure is 25% of total expenditure.

Applicant and Member organisations are requested to provide appropriate financial information including their latest annual audited financial statements together with a declaration of total expenditure or conservation expenditure for venue-based organisations. This will enable the IUCN Secretariat to determine the dues group an organisation should be in. If the organisation is not required to have a statutory audit, the latest annual financial statements approved by the Board or governing body can be provided.

Re-assessment of membership dues

Every four years, after the IUCN World Conservation Congress, the Secretariat undertakes a re-assessment of the dues groups for Members in Category B and C. In 2021, after the approval of the Dues Guide at the Congress, each Member will be required to submit to the Secretariat, a declaration of total expenditure for the last three years, together with their annual audited financial statements for those three years. This information will be used by the Secretariat to calculate the average total expenditure for that period and to determine their dues group for the next quadrennial or until a new Dues Guide is approved by Members. This exercise will be completed on time for the 2022 invoicing in November 2021.

If a Member does not submit the information required, the Secretariat will use the latest financial statements available from public sources to determine the level of total expenditure of the Member. Failing that, the organisation will be reclassified into the dues group immediately above the one it is currently in.

Table 5: National and international non-governmental organisations and Indigenous peoples' organisations

Group	Total Expenditure bands (USD) or total conservation expenditure for venue-based organisations (USD)		Membership dues scale (CHF)
	FROM (≥)	TO (<)	
1	-	100,000	300

¹⁰ Venue-based organizations are defined as those organisations which are characterised by major physical infrastructures that represent their primary annual expenditure. These venues serve large groups of members, users or visitors. The venue-based organization must be one of the following:

- A university,
- An aquarium or zoo (for the purpose of keeping land or sea animals within enclosures for public viewing and conservation purposes),
- A botanical garden (for the purpose of having a documented collection of living plants for research, conservation, display and/or education),
- A museum (for the purpose of displaying a collection of artifacts of artistic, cultural, historical, or scientific importance), or
- A sport organization.

2	100,000	500,000	480
3	500,000	900,000	770
4	900,000	1,620,000	1,230
5	1,620,000	2,916,000	1,970
6	2,916,000	5,248,800	3,150
7	5,248,800	9,447,840	5,030
8	9,447,840	17,006,112	8,050
9	17,006,112	30,611,002	12,885
10	30,611,002		20,620

Membership dues are expressed in Swiss Francs (CHF)

FROM: equal to or above the amount indicated; TO: below the amount indicated

Category D: Affiliates¹¹

Dues for Affiliate Members, shown in Table 6, were established according to Regulation 23¹²⁻¹³.

All Affiliate Members pay the same rate as indicated below. Affiliate Members do not have the right to vote, nominate candidates or submit Motions to the World Conservation Congress (Article 12 (b) of the IUCN Statutes).

Table 6: Affiliates

Affiliates
3,150

Membership dues are expressed in Swiss Francs (CHF)

Payment of dues

When do dues become payable?

Membership dues are payable in advance and payment shall be received by the 1st of January. Invoices, issued in Swiss Francs, are prepared and dispatched during the last quarter of the preceding year, i.e. dues for 2022 should be received no later than 1 January 2022; dues for 2023 should be received no later than 1 January 2023, etc.

IUCN membership does not expire unless the IUCN Member is withdrawn or expelled from IUCN as detailed in Article 13 of the [IUCN Statutes](#), or unless the IUCN Member withdraws voluntarily by providing IUCN with written notification of its intention to withdraw its membership. Members withdrawing from the Union must ensure that all outstanding membership dues have been paid, up to and including the year of the notification of withdrawal.

With regards to withdrawal from the Union in relation to non-payment of membership dues, according to Article 13 (a) of the IUCN Statutes, *“The rights of a Member in connection with elections, voting and motions shall ipso facto be suspended when the dues of that Member are one year in arrears.*

If the dues of a Member are two years in arrears, the matter shall be referred to the World Congress¹⁴ which may rescind all the remaining rights of the Member concerned. Such rescission shall be on such terms as the World Congress may determine”;

and 13 (b) *“If, one year after the decision of the World Congress to rescind the remaining rights of a Member, the Member in question has not paid its arrears owed up until such rescission, that Member shall be deemed to have withdrawn from IUCN”.*

How can dues be paid?

Members

Dues shall be paid in Swiss Francs (CHF) or any other freely convertible currency. In countries where IUCN is represented by a Regional, Country or Project Office, payment of dues may be made to the IUCN Office in local currency, as per Regulation 25 of IUCN Statutes¹⁵.

¹¹ Government agencies, subnational governments, Political and/or economic integration organizations and national & international non-governmental organizations can apply as Affiliates.

¹² Regulation 23: *“Dues for Members in Categories B, C and D shall be established by the World Congress on the proposal of the Council”.*

¹³ Decision made by the 17th General Assembly of IUCN in San Jose, Costa Rica.

¹⁴ Decision may be made during the World Conservation Congress or by electronic vote in-between Congresses.

¹⁵ Regulation 25 of IUCN Statutes: *“Dues shall be paid in Swiss francs or any other freely convertible currency according to the scales established by the World Congress, unless the Director General has agreed with the Member in question that payment in local currency or provision of facilities, goods and services in lieu of dues may be accepted because this will release for use by IUCN a sum equivalent to the assessed dues of the Member in question”.*

For payments which are not made in CHF, Members are requested to use the same daily exchange rates as IUCN: <http://www.oanda.com/currency/live-exchange-rates/>, which will help to avoid major exchange rate differences when the payment is processed in IUCN accounts. Any exchange rate loss/gain or other difference in payment will be adjusted in the Member's next year's invoice.

In the case of outstanding dues from previous years, payments received will be first used to offset arrears before being allocated to the current year's dues. If amounts paid are higher than what is due, the extra amount will be credited to the next year's dues.

For payments by bank transfer, Members will bear all bank charges. Invoice number, Member ID and relevant contact details must be quoted when making payments. Secretariat/Membership Focal Points should be informed if the payment is made to the Regional Office directly or through a third party to help with the follow-up of payments.

For payments by credit card, membership dues of amounts up to 5,000 CHF can be settled by credit card* via the Member profile page on the [Union Portal](#)¹⁶. Only Visa and MasterCard payments are accepted. Transaction charges for credit card payments will be borne by IUCN.

Payment receipts can be downloaded from the individual Member organisational pages on the [Union Portal](#) (within a few weeks of receipt of funds by IUCN Headquarters).

Applicant Member organisations

A deposit equivalent to the entire current year of membership is payable at the time of submitting a membership application. However, once the new Member has been admitted, the membership dues for that year are calculated on a pro-rata basis of the total annual membership dues, starting from the month following admission. If the balance is then positive, it will be credited to the following year. If an application for IUCN membership is rejected, the deposit will be reimbursed less any administrative costs that may apply.

Adhesion of States

In accordance to Article 6 of the IUCN Statutes "*States or political and/or economic integration organisations shall become Members of IUCN by notifying the Director General of their adhesion to these Statutes, effective upon payment of the first year's membership dues.*", the payment equivalent to the first year of membership is payable at the time of submitting the letter of adhesion. The membership dues for that year are calculated on a pro-rata basis of the total annual membership dues, starting from the month following receipt of the letter of adhesion and payment of dues.

Payments details

Membership dues or deposit payments may be made to the following bank account:

Account name:	IUCN, International Union for Conservation of Nature and Natural Resources
Bank Address:	UBS Switzerland AG Place St. François 16 CH-1002 Lausanne Switzerland
IBAN/Bank account	IBAN CH23 0024 3243 3350 3501 W Swift Code: UBSWCHZH80A Currency: Swiss Francs

For any information regarding your payment, please contact your [Membership Focal Point](#).

May we kindly remind you to inform us of any important changes in your organisation that may affect your organisation's membership of IUCN, such as the category of membership or the dues group.

If your Statutes and/or expenses have significantly changed since your organisation joined IUCN, please provide your [Membership Focal Point](#) with your organisation's most recent Statutes and/or financial report, including the details of your organisation's total expenditure.

¹⁶ please refer to section 4.15 of the [Union Portal Guide](#)

IUCN dues groups for IUCN Members in Category A

(Based on the Scale of assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations 2019–2021)

GROUP "0"	North Macedonia	Libya	Romania
Afghanistan	Palau	Malta	South Africa
Albania	*Palestine	Mauritius	Thailand
Andorra	Republic of Moldova	Monaco	GROUP 6
Antigua and Barbuda	Rwanda	Myanmar	Chile
Armenia	Saint Kitts and Nevis	Panama	Denmark
Barbados	Saint Lucia	Papua New Guinea	Finland
Belize	Saint Vincent and the Grenadines	Paraguay	Greece
Benin	Samoa	Serbia	Indonesia
Bhutan	San Marino	Sri Lanka	Iran (Islamic Republic of)
Burkina Faso	Sao Tome and Principe	Sudan	Ireland
Burundi	Senegal	Syrian Arab Republic	Israel
Cambodia	Seychelles	Trinidad and Tobago	Singapore
Cape Verde	Sierra Leone	Tunisia	United Arab Emirates
Central African Republic	Sierra Leone	Turkmenistan	
Chad	Solomon Islands	United Republic of Tanzania	GROUP 7
Comoros	Somalia	Uzbekistan	Austria
Congo	South Sudan	Yemen	Argentina
*Cook Islands	Suriname	GROUP 2	Belgium
Democratic People's Republic of Korea	Tajikistan	Costa Rica	India
Djibouti	Timor-Leste	Dominican Republic	Mexico
Dominica	Togo	Luxembourg	Norway
Eritrea	Tonga	Morocco	Poland
Eswatini	Tuvalu	Ukraine	Saudi Arabia
Fiji	Uganda	GROUP 3	Sweden
Gambia	Vanuatu	Croatia	Venezuela (Bolivarian Republic of)
Georgia	Zambia	Cuba	GROUP 8
Grenada	Zimbabwe	Ecuador	Australia
Guinea	GROUP 1	Lithuania	Netherlands
Guinea-Bissau	Angola	Slovenia	Republic of Korea
Guyana	Azerbaijan	Uruguay	Russian Federation
Haiti	Bahamas	Viet Nam	Spain
Honduras	Bahrain	GROUP 4	Türkiye
Jamaica	Bangladesh	Algeria	GROUP 9
Kiribati	Bangladesh	Egypt	Brazil
*Kosovo	Belarus	Iraq	Canada
Kyrgyzstan	Bolivia (Plurinational State of)	Kazakhstan	France
Lao People's Democratic Republic	Bosnia and Herzegovina	Oman	Italy
Lesotho	Botswana	Pakistan	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Liberia	Brunei Darussalam	Peru	GROUP 10
Madagascar	Bulgaria	Slovakia	China
Malawi	Cameroon	GROUP 5	Germany
Maldives	Côte d'Ivoire	Colombia	Japan
Mali	Cyprus	Czech Republic	Switzerland
Marshall Islands	Democratic Republic of the Congo	Hungary	United States of America
Mauritania	El Salvador	Kuwait	
Micronesia (Federated States of)	Equatorial Guinea	Malaysia	
Mongolia	Estonia	New Zealand	
Montenegro	Ethiopia	Nigeria	
Mozambique	Gabon	Philippines	
Namibia	Ghana	Portugal	
Nauru	Guatemala	Qatar	
Nepal	Iceland		
Nicaragua	Jordan		
Niger	Kenya		
*Niue	Latvia		
	Lebanon		
	Liechtenstein		

* is not or is not located in, a member of the United Nations. Refer to Regulation 22.



**INTERNATIONAL UNION
FOR CONSERVATION OF NATURE**

WORLD HEADQUARTERS
Membership and Commission Support Unit
Rue Mauverney 28
1196 Gland, Switzerland
membership@iucn.org
Tel: +41 22 999 0000
Fax: +41 22 999 0002

<https://www.iucn.org/our-union/members>





**Electronic vote by the IUCN Members
on a revised version of the Membership Dues Guide.**

Proposal for the revision of the Membership Dues Guide for venue-based organisations

Action Requested:

IUCN Members are invited to CONSIDER and ADOPT the proposed amendments to the IUCN Membership Dues Guide submitted by the IUCN Council to an electronic ballot under Article 94 of IUCN Statutes and Regulation 94 pursuant to IUCN Members Decision WCC 2020 Dec 125. (Annex 1)

DRAFT MOTION

The IUCN Members,

Voting by electronic means at the invitation of the IUCN Council pursuant to IUCN Members Decision WCC 2020 Dec 125, point 2 a),

Adopt, with immediate effect, the amendments to the IUCN Membership Dues Guide attached hereafter as Annex 1, according to Article 20(f) of IUCN Statutes.

EXPLANATORY MEMORANDUM

Members' mandate

In 2022, IUCN introduced a new methodology for calculating the Membership dues of national and international non-governmental organisations (see current Membership Dues Guide). Their dues are now calculated on the basis of the organisation's total expenditure as approved by IUCN Members by electronic vote of Members on 10 February 2021([WCC 2020 Dec 152](#)). The WCC decision also mandated the 2021-2025 Council to continue its work on dues for venue-based organisations and submit a proposal for IUCN Members to vote on before the 2025 Congress.

Please also note that the WCC decision also requested Council to work on and present for a vote before the Congress: "the issue of the value of membership and Members facing difficult financial situations and not being able to pay their dues." Council is working on this matter and in the meantime any Members facing financial difficulties is encouraged to contact their [Regional Member Focal Point or the Membership Unit at IUCN Headquarters](#) to explore payment plans and paying in instalments. Council also recognizes that Membership dues and the value of IUCN membership pose a broader set of issues affecting other IUCN Members beyond venue-based organisations. The

Governance and Constituency Committee of Council will continue its work to propose a holistic Membership strategy and a revised Membership Dues Guide for adoption at the next Congress in 2025 (see Council decision C109/14 from [the May 2023 Council meeting](#)).

What are venue-based organisations?

Venue-based organisations¹ are characterised by major physical infrastructures that represent their primary annual expenditure. These venues serve large groups of members, users or visitors. The venue-based organisation must be one of the following:

- A university²,
- An aquarium or zoo (for the purpose of keeping land or sea animals within enclosures for public viewing and conservation purposes),
- A botanical garden (for the purpose of having a documented collection of living plants for research, conservation, display and/or education),
- A museum (for the purpose of displaying a collection of artifacts of artistic, cultural, historical, or scientific importance), or
- A sport organization³.

Rationale for the proposed revisions

Venue-based organisations with a major physical infrastructure have a high level of expenditure related to non-conservation activities and therefore their membership dues are disproportionately higher than those of Members whose expenditure predominantly relates to conservation activities.

Following concerns raised by some IUCN Members that the new dues methodology and dues reassessment had resulted in significant increases of dues for venue-based organisations, the IUCN Council established the Council Working Group on Membership dues (the “Working Group”) and tasked them with finding a solution for venue-based organisations.

Based on the work of the former and current Dues Task Forces, the Working Group proposed two options for consideration:

1. Dues based on expenditure on conservation activities only, or
2. A cap on dues.

The background paper discussed during the 9th Governance and Constituency Committee meeting, and the 109th Council meeting, providing considerations on the issue of the dues for venue-based organisations, is available [here](#).

¹ Translation: French: les organisations qui entretiennent de grandes infrastructures; Spanish: organizaciones que mantienen gran infraestructura.

² IUCN Regulation 5b contains a detailed definition of universities as: Any duly accredited university, similar institution of higher learning, specialized centre or research institute, organized within a State, seeking admission to this Category shall: (i) be a notfor-profit entity which conforms with the law of the State where its seat is located; (ii) have been in existence for at least three years; (iii) be an academic or professional entity of high standing; and (iv) be autonomous in administration and governance.

³ To qualify as a venue-based organisation, the Member must have both a major physical infrastructure and one of the primary purposes listed in the bullet points. For example, while the purpose of a ramblers’ association is the sport of hiking, if it does not have a major physical infrastructure it does not qualify as a venue-based organisation.

Council recommendation

At its [109th meeting](#) in May 2023, following recommendation from its Governance and Constituency Committee, the IUCN Council approved the proposal for “Dues based on conservation activities only” for venue-based organizations as defined in Council Decision C109/14⁴.

The proposed membership dues are included and explained in the proposed amendments to the Membership Dues Guide attached herewith as [Annex 1](#).

⁴ The text of the Council decision at its 109th meeting in May 2023:

Decision C109/14
The IUCN Council,

On the recommendation of the Governance and Constituency Committee (GCC) which had considered the proposal for membership dues of venue-based organisations presented by Council’s Working Group on Membership Dues (Dues WG),

Taking into account the mandate given to the 2021–2024 Council by IUCN Members in paragraph 2.a of the decision adopted by electronic vote in February 2021:

1. Recognizes that the proposal to modify the Membership dues for venue-based organisations by taking into account the venue-based organisation’s expenditure on conservation activities and not their total expenditure is the best option to pursue and that the question of the government agencies needs further work;
2. Requests the GCC in coordination with Finance and Audit Committee and the Secretariat, to prepare and submit to Council for approval by email correspondence, draft amendments of the Membership Dues Guide approved by IUCN Members in February 2021 related to venue-based organisations and the timeline for submission to the electronic ballot of IUCN Members in accordance with Regulation 94;
3. *recognizing* that Membership dues and the value of IUCN membership pose a broader set of issues affecting other IUCN Members beyond venue-based organisations, requests the GCC to continue its work and propose a holistic Membership strategy and a revised Membership Dues Guide for adoption at the next Congress.

Timeline for the electronic vote on the amendments to the 2022-24 Dues Guide

- Electronic discussion opens for Members to submit comments: 9 August 2023 and closes on 19 September 2023
- First formal notice of the electronic ballot issued: 27 September 2023
- Second formal notice of the electronic ballot issued: 18 October 2023
- Opening of Member e-vote: 22 November 2023
- Closing of Member vote: 6 December 2023
- Publication of vote results on Union Portal: 20 December 2023

Text proposed by Council	Revised text incorporating the following amendments tabled by Members during the online discussion	Text as it will read if adopted by Members
<p><u>Addition of a new provision in the Statutes as follows:</u></p> <p>19bis. The World Congress meeting in ordinary or extraordinary session shall have a hybrid format. It shall be held at a physical location (the “venue”) whereby all duly accredited delegates of IUCN Members shall have the right to:</p> <p>a) participate in the Members’ Assembly and exercise their right to speak and vote by attending either on site or remotely by using electronic means;</p> <p>b) participate in the World Conservation Forum events either on site or, to the extent this option is available, remotely by using electronic means.</p> <p>19ter</p> <p>(a) In exceptional circumstances, an ordinary or extraordinary session of the World Congress may be held in a fully virtual format, whereby all duly accredited delegates of IUCN Members participate in the Members’ Assembly and exercise their rights to speak and vote exclusively by electronic means. The principles of non-discrimination and freedom of expression set forth in Articles 21, as</p>	<p>19bis. The World Congress meeting in ordinary or extraordinary session shall have a hybrid format. It shall be held at a physical location (the “venue”) whereby all duly accredited delegates of IUCN Members shall have the right to:</p> <p>c) participate in the Members’ Assembly and exercise their rights to speak and vote by attending either on site or remotely by using electronic means;</p> <p>d) participate in the World Conservation Forum events either on site or, to the extent this option is available, remotely by using electronic means.</p> <p>19ter</p> <p>(a) In exceptional circumstances, an ordinary or extraordinary session of the World Congress may be held in a fully virtual format, whereby all duly accredited delegates of IUCN Members participate in the Members’ Assembly and exercise their rights to speak and vote exclusively by electronic means. The principles of non-discrimination and freedom of expression set forth in Articles 21, as</p>	<p>19bis. The World Congress meeting in ordinary or extraordinary session shall have a hybrid format. It shall be held at a physical location (the “venue”) whereby all duly accredited delegates of IUCN Members shall have the right to:</p> <p>a) participate in the Members’ Assembly and exercise their rights by attending either on site or remotely by using electronic means;</p> <p>b) participate in the World Conservation Forum events either on site or, to the extent this option is available, remotely by using electronic means.</p> <p>19ter</p> <p>(a) In exceptional circumstances, an ordinary or extraordinary session of the World Congress may be held in a fully virtual format, whereby all duly accredited delegates of IUCN Members participate in the Members’ Assembly and exercise their rights exclusively by electronic means. The principles of non-discrimination and freedom of expression set forth in Articles 21, as well as Article 23 shall</p>

<p>well as Article 23 shall apply <i>mutatis mutandis</i>. The Council shall decide whether it is possible to organize World Conservation Forum events entirely remotely.</p> <p>(b) A fully virtual session of the World Congress meeting in ordinary session shall be held in conformity with the Rules of Procedure applied <i>mutatis mutandis</i>, either</p> <p>(i) if requested by at least one-fifth of the Members of either Category A or Categories B and C combined, or</p> <p>(ii) if the Council considers it necessary by a two-thirds majority of votes cast.</p>	<p>well as Article 23 shall apply <i>mutatis mutandis</i>. The Council shall decide whether it is possible to organize World Conservation Forum events entirely remotely.</p> <p>(b) A fully virtual session of the World Congress meeting in ordinary session shall be held in conformity with the Rules of Procedure applied <i>mutatis mutandis</i>, either</p> <p>(i) if requested by at least one-fifth of the Members of either Category A or Categories B and C combined, or</p> <p>(ii) if the Council considers it necessary by a two-thirds majority of votes cast.</p>	<p>apply <i>mutatis mutandis</i>. The Council shall decide whether it is possible to organize World Conservation Forum events entirely remotely.</p> <p>(b) A fully virtual session of the World Congress meeting in ordinary session shall be held in conformity with the Rules of Procedure applied <i>mutatis mutandis</i>, either</p> <p>(i) if requested by at least one-fifth of the Members of either Category A or Categories B and C combined, or</p> <p>(ii) if the Council considers it necessary by a two-thirds majority of votes cast.</p>
---	---	--

<u>Amend the Rules of Procedure of the World Conservation Congress as follows:</u>		
<p>23. The Secretariat shall provide the World Congress with such secretarial and other assistance as it requires. It shall be responsible for preparing, receiving, translating and circulating the official documents of the meetings by electronic means and for arranging interpretation.</p>	<p>23. The Secretariat shall provide the World Congress with such secretarial and other assistance as it requires, <u>including the electronic platform and related services to enable Members attending onsite and remotely to exercise their rights as defined in the Statutes</u>. It shall be responsible for preparing, receiving, translating and circulating the official documents of the meetings by electronic means and for arranging interpretation.</p>	<p>23. The Secretariat shall provide the World Congress with such secretarial and other assistance as it requires, including the electronic platform and related services to enable Members attending onsite and remotely to exercise their rights as defined in the Statutes. It shall be responsible for preparing, receiving, translating and circulating the official documents of the meetings by electronic means and for arranging interpretation.</p>

Text proposed by Council revised to incorporate option 2 as a way to put the option to the vote (highlighted in yellow colour)	Text proposed as amendment to Council's proposal as revised in order to put option 1 to the vote (highlighted in yellow colour)	Text as it will read if adopted by Members (highlighted in yellow colour)
<p><u>Rules of Procedure of the World Conservation Congress</u></p> <p>56. (a) The Resolutions Committee may refer a motion to a committee or <i>ad hoc</i> contact group of delegates from accredited Members, for its review and advice or decide that it be debated and voted upon directly by the World Congress. It may also propose that motions whose arguments are not technically sound or coherent and require further development or motions which are so controversial that it is, in its opinion, not possible to produce a consensus text for submission to a decision by the Members' Assembly, be deferred to the next World Congress.</p> <p>(b) The Chair may also propose that a motion under discussion in the World Congress be referred to a contact group.</p> <p><u>(c) When meeting during the World Congress, contact groups may have a fully virtual or hybrid format as defined in Article 19bis of the Statutes.</u></p> <p><u>(d) With the purpose of increasing the time available for discussion and to reduce the number of contact groups held in parallel due to the limited window of opportunity during the Congress, the</u></p>	<p>56. (a) The Resolutions Committee may refer a motion to a committee or <i>ad hoc</i> contact group of delegates from accredited Members, for its review and advice or decide that it be debated and voted upon directly by the World Congress. It may also propose that motions whose arguments are not technically sound or coherent and require further development or motions which are so controversial that it is, in its opinion, not possible to produce a consensus text for submission to a decision by the Members' Assembly, be deferred to the next <u>session of the</u> World Congress.</p> <p>(b) The Chair may also propose that a motion under discussion in the World Congress be referred to a contact group.</p> <p><u>(c) When meeting during the World Congress, contact groups may shall have a fully virtual or hybrid format as defined in Article 19bis of the Statutes.</u></p> <p><u>(d) With the purpose of increasing the time available for discussion and to reduce the number of contact groups held in parallel due to the limited window of</u></p>	<p>56. (a) The Resolutions Committee may refer a motion to a committee or <i>ad hoc</i> contact group of delegates from accredited Members, for its review and advice or decide that it be debated and voted upon directly by the World Congress. It may also propose that motions whose arguments are not technically sound or coherent and require further development or motions which are so controversial that it is, in its opinion, not possible to produce a consensus text for submission to a decision by the Members' Assembly, be deferred to the next session of the World Congress.</p> <p>(b) The Chair may also propose that a motion under discussion in the World Congress be referred to a contact group.</p> <p><u>(c) When meeting during the World Congress, contact groups shall have a fully virtual format.</u></p> <p>(d) With the purpose of increasing the time available for discussion and to reduce the number of contact groups held in parallel due to the limited window of opportunity during the Congress, the</p>

<p><u>Motions Working Group may decide that contact group meetings be convened exclusively by electronic means for a first reading of motions in the three weeks prior to the Opening of the Congress.</u></p> <p>(e)(e) Commission members, representatives of recognized National and Regional Committees and members of the Secretariat may take part in contact groups only in a technical advisory and support capacity, without prejudice to the application of Rule 66 (c) and (d).</p> <p>(f)(f) For issues that prove hard to resolve in contact groups, the Resolutions Committee or the facilitator of a contact group may set up one or more drafting groups that balance the spectrum of views on the motion, for the purpose of achieving a consensus text. Should a consensus remain impossible, the drafting groups may decide to present minority views as amendments. <u>Drafting group meetings may also be convened in a fully virtual or hybrid format.</u></p> <p>(g)(g) The reports of such contact groups or drafting groups shall ordinarily be considered by the Resolutions Committee prior to their presentation to the World Congress. The debate in the World Congress shall take place on the text resulting from this process.</p>	<p><u>opportunity during the Congress, the Motions Working Group may decide that contact group meetings be convened exclusively by electronic means for a first reading of motions in the three weeks prior to the Opening of the Congress.</u></p> <p>(e)(e) Commission members, representatives of recognized National and Regional Committees and members of the Secretariat may take part in contact groups only in a technical advisory and support capacity, without prejudice to the application of Rule 66 (c) and (d).</p> <p>(f)(f) For issues that prove hard to resolve in contact groups, the Resolutions Committee or the facilitator of a contact group may set up one or more drafting groups that balance the spectrum of views on the motion, for the purpose of achieving a consensus text. Should a consensus remain impossible, the drafting groups may decide to present minority views as amendments. <u>Drafting group meetings shall may also be convened in a fully virtual or hybrid format.</u></p> <p>(g)(g) The reports of such contact groups or drafting groups shall ordinarily be considered by the Resolutions Committee prior to their presentation to the World Congress. The debate in the</p>	<p>Motions Working Group may decide that contact group meetings be convened exclusively by electronic means for a first reading of motions in the three weeks prior to the Opening of the Congress.</p> <p>(e) Commission members, representatives of recognized National and Regional Committees and members of the Secretariat may take part in contact groups only in a technical advisory and support capacity, without prejudice to the application of Rule 66 (c) and (d).</p> <p>(f) For issues that prove hard to resolve in contact groups, the Resolutions Committee or the facilitator of a contact group may set up one or more drafting groups that balance the spectrum of views on the motion, for the purpose of achieving a consensus text. Should a consensus remain impossible, the drafting groups may decide to present minority views as amendments. <u>Drafting group meetings shall also be convened in a fully virtual format.</u></p> <p>(g) The reports of such contact groups or drafting groups shall ordinarily be considered by the Resolutions Committee prior to their presentation to the World Congress. The debate in the World Congress shall take place on the text resulting from this process.</p>
---	---	--

	World Congress shall take place on the text resulting from this process.	
--	--	--

Text proposed by Council	Amendment proposed by Members during the online discussion (highlighted in yellow colour)	Text as it will read if adopted by Members (highlighted in yellow colour)
<p><u>Amend the Rules of Procedure of the World Conservation Congress as follows:</u></p> <p>66. (a) Only the Head of Delegation or her/his replacement as defined in Rule 6 may vote and speak on behalf of that Member.</p> <p>(b) No delegate may use the voting card, electronic voting card or recognition card for the right to speak or vote for another delegation without the express prior written valid proxy of the delegation in question <u>as described in rule 66 f).</u></p> <p>(c) For the purposes relevant to this Rule, 'delegate' shall also refer to an accredited representative of a recognized National/Regional Committee of the country/region of the Member delegation giving the proxy.</p> <p>(d) A Member eligible to vote who is unable to attend the World Congress or a delegation unable to attend a particular sitting of the Members' Assembly, may give a proxy to a delegation of a <u>nother</u> Member eligible to vote or to an accredited representative of a recognized National/Regional Committee of the country/region of the</p>	<p>66. (a) Only the Head of Delegation or her/his replacement as defined in Rule 6 may vote and speak on behalf of that Member.</p> <p>(b) No delegate may use the voting card, electronic voting card or recognition card for the right to speak or vote for another delegation without the express prior written valid proxy of the delegation in question <u>as described in rule 66 f).</u></p> <p>(c) For the purposes relevant to this Rule, 'delegate' shall also refer to an accredited representative of a recognized National/Regional Committee of the country/region of the Member delegation giving the proxy.</p> <p>(d) A Member eligible to vote who is unable to attend the World Congress or a delegation unable to attend a particular sitting of the Members' Assembly, may give a proxy to a delegation of a <u>nother</u> Member eligible to vote or to an accredited representative of a recognized National/Regional Committee of the country/region of the</p>	<p>66. (a) Only the Head of Delegation or her/his replacement as defined in Rule 6 may vote and speak on behalf of that Member.</p> <p>(b) No delegate may speak or vote for another delegation without the valid proxy of the delegation in question as described in rule 66 f).</p> <p>(d) A Member eligible to vote may give a proxy to a delegation of another Member eligible to vote or to an accredited representative of a recognized National/Regional Committee of the country/region of the Member delegation giving the proxy. In order for the proxy to be validly recorded in the electronic voting system, it shall be provided at</p>

<p>Member delegation giving the proxy. <u>In order for the proxy to be validly recorded in the electronic voting system, it shall be provided at minimum one day before the Opening of the World Congress in order for it to apply for the duration of the World Congress and on the day before the specific sitting or before the specific day it is meant to apply.</u></p> <p>(e) A Member shall not transfer proxy of itshis own vote while holding other proxies and shall not transfer another Member's proxy without prior authorization of the proxy giver. <u>A Member shall not accept more than five proxies.</u></p> <p>(f) In order to be valid, all proxies shall be made recorded in writing and transmitted to the Congress Secretariat in the electronic voting system within the deadline set in Rule 66 (d).</p> <p>(g) <u>Proxies shall not be allowed for elections under Rule 77bis or when all Members vote exclusively online.</u></p>	<p>Member delegation giving the proxy. <u>In order for the proxy to be validly recorded in the electronic voting system, it shall be provided at minimum one day before the Opening of the World Congress in order for it to apply for the duration of the World Congress and on the day before the specific sitting or before the specific day it is meant to apply.</u></p> <p>(e) A Member shall not transfer proxy of itshis own vote while holding other proxies and shall not transfer another Member's proxy without prior authorization of the proxy giver. <u>A Member shall not accept more than five ten proxies.</u></p> <p>(f) In order to be valid, all proxies shall be made recorded in writing and transmitted to the Congress Secretariat in the electronic voting system within the deadline set in Rule 66 (d).</p> <p>(g) <u>Proxies shall not be allowed for elections under Rule 77bis or when all Members vote exclusively online.</u></p>	<p>minimum one day before the Opening of the World Congress in order for it to apply for the duration of the World Congress and on the day before the specific sitting or before the specific day it is meant to apply.</p> <p>(e) A Member shall not transfer proxy of its own vote while holding other proxies and shall not transfer another Member's proxy without prior authorization of the proxy giver. A Member shall not accept more than ten proxies.</p> <p>(f) In order to be valid, all proxies shall be recorded in the electronic voting system within the deadline set in Rule 66 (d).</p> <p>(g) Proxies shall not be allowed for elections under Rule 77bis or when all Members vote exclusively online.</p>
--	--	---



Annex 1: (Proposed Amendments) IUCN Membership Dues Guide



The presentation of material in this publication and the geographical designations employed do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IUCN concerning the legal status of any country, territory or area, or of its authorities, or concerning the delimitations of its frontiers or boundaries.

Published by: IUCN, Gland, Switzerland

Copyright: © 2021 IUCN, International Union for Conservation of Nature and Natural Resources

Reproduction of this publication for educational or other non-commercial purposes is authorised without prior written permission from the copyright holder provided the source is fully acknowledged.

Reproduction of this publication for resale or other commercial purposes is prohibited without prior written permission of the copyright holder.

Cover photo: © Ronald Lewis-Smith

Produced by: Membership and Commission Support Unit / Global Finance Group

Available from: IUCN (International Union
for Conservation of Nature)
Membership and Commission Support Unit
Rue Mauverney 28
1196 Gland
Switzerland
Tel +41 22 999 0000
Fax +41 22 999 0002
membership@iucn.org
<https://www.iucn.org/about/union/members/how-become-member-iucn>

Table of Contents

Introduction	1
Applicability of the Guide.....	2
Categories of membership	2
Membership dues.....	2
<i>Category A: States, government agencies, subnational governments, and political and/or economic integration organisations.....</i>	<i>2</i>
<i>Category A: States.....</i>	<i>3</i>
<i>Category A: Government agencies and subnational governments</i>	<i>3</i>
<i>Category A: Political and/or economic integration organisations</i>	<i>4</i>
<i>Category B: National and international non-governmental organisations, and Category C: Indigenous peoples' organisations</i>	<i>4</i>
<i>Category D: Affiliates.....</i>	<i>7</i>
Payment of dues	7
<i>When do dues become payable?</i>	<i>7</i>
<i>How can dues be paid?</i>	<i>7</i>
<i>Payments details</i>	<i>8</i>
IUCN dues groups for IUCN Members in Category A	9

Introduction

IUCN is a unique organisation – a democratic membership Union – composed of over 1,500 Members, some 18,000 scientific experts in our thematic Commissions and some 900 staff, who work together in more than 160 countries. By joining IUCN, Members benefit from IUCN's scientific credibility, its unsurpassed knowledge base and convening power, extensive networking opportunities and access to high-level political, economic and social decision making. More information on the benefits of IUCN membership is available [here](#).

The prompt payment of annual membership dues is essential to fund the work of IUCN, supporting the implementation of the Programme and governance of the Union, the facilitation of global networking and communications, and the sharing of knowledge and expertise.

Membership dues are payable in advance and payment shall be received by the 1st of January. Invoices, issued in Swiss Francs, are prepared and dispatched during the last quarter of the preceding year.

This Dues Guide provides information on the calculation and structure of dues for IUCN Members.

This Membership Dues Guide was approved by electronic vote of Members on 10 February 2021 (WCC 2020 Dec 152)¹ and formally updated as a consequence of the inclusion of subnational governments in IUCN membership at the World Conservation Congress (WCC 2020 Dec 152). The Membership Dues Guide was subsequently revised with a new methodology for the Membership dues of venue-based organisations in Category B and C (subject to Member vote in November 2023). No other changes have been made to the content of this Guide, which was initially approved by IUCN Council at its 98th meeting in February 2020 and published with official Congress documents.

¹ Council, at its 100th meeting in September 2020, had approved this revised version of the Guide. They clarified that following the postponement of the 2020 Congress to 2021, the Guide would apply for membership dues as from 2022, and that the 2017-2020 Membership Dues guide would remain applicable for the 2021 membership dues, to enable the Secretariat to timely invoice IUCN Members before 1 January 2021

Applicability of the Guide

This Membership Dues Guide is applicable for membership dues as from 2022 and will remain in force until a revised Guide is adopted by the next World Conservation Congress.

[The amendment related to the calculation of the membership dues for venue-based organisations is effective from 6 December 2023 \(to be confirmed\) which is the close of the electronic vote at which the amendment was adopted.](#)

Categories of membership

Membership of IUCN is divided into four categories, as defined in Articles 4 and 5 of the [IUCN Statutes](#).

Category A: States, government agencies and Subnational governments;
Political and/or economic integration organisations;

Category B: National non-governmental organisations;
International non-governmental organisations;

Category C: Indigenous peoples' organisations; and

Category D: Affiliates.

For each category, there is a corresponding dues scale. It is one of the functions of the IUCN World Conservation Congress to determine the dues of Members of IUCN (Article 20 (f) of the IUCN Statutes).

More information on the calculation and structure of IUCN membership dues can be found in the sections below.

At the 2000 Congress (Amman), Members requested the IUCN Council to review the calculation of membership dues, linking them to a recognized published inflation index instead of the pre-defined percentage increase used since the 17th Session of the General Assembly (San José, 1988).

In Bangkok, in 2004, the Members' Assembly approved Council's proposal to use the [Swiss Consumer Price Index](#)² (CPI), published annually by the Swiss Federal Statistical Office to index the membership dues, from 2006 onwards. No adjustments to the dues are made when the index is negative.

Membership dues

Category A: States, government agencies, subnational governments, and political and/or economic integration organisations

As per Regulation 22³ of the IUCN Statutes, the "Scale of assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations" is used as a basis to establish the membership dues groups for States, government agencies, subnational governments and political and/or economic integration organisations. The repartition of UN assessment percentages within the IUCN dues groups (Table 1) is decided by the IUCN Council, while the definition of the dues amounts (Tables 2, 3 and 4) is a Congress decision.

The latest "[UN scale of assessments for the period 2019-2021](#)"⁴ was published on 4 January 2019. Consequently, the IUCN Dues Guide has been updated to reflect the 2019–2021 UN Scale of assessments and it is valid from 2022.

²<https://www.bfs.admin.ch/bfs/en/home/statistics/prices/consumer-price-index.html>

³ Regulation 22 of the IUCN Statutes: "Dues for Members in Category A shall be established by the World Conservation Congress and be calculated for the period until the next World Congress on the basis of the latest available percentage assessed for States concerned in the budget of the United Nations. The Council may establish groups for the setting of dues...".

⁴ <https://undocs.org/en/A/RES/73/271>

In the calculation of membership dues for States, government agencies, subnational governments and political and/or economic integration organisations, IUCN does not apply the UN assessment percentages directly. Rather, IUCN has elaborated its own sliding scale to form the IUCN dues groups/levels by grouping the different countries according to their percentage contributions to the UN budget. Approved by the 2000 IUCN World Conservation Congress (Amman), the present scale of percentage grouping, used to determine the IUCN Category A membership dues scale of 11 groups, ranging from “0” to 10, is shown in Table 1.

Table 1: IUCN sliding scale of State, government agency, subnational government and political and/or economic integration organisation Members and corresponding UN assessment percentages

IUCN CATEGORY A MEMBERS IN DUES GROUPS:		UN ASSESSMENT PERCENTAGES:			
				Less than	
0	CORRESPOND TO STATES WITH A UN ASSESSMENT PERCENTAGE OF:	From	0.01%	up to & including	0.05%
1		More than	0.05%	up to & including	0.07%
2		More than	0.07%	up to & including	0.11%
3		More than	0.11%	up to & including	0.19%
4		More than	0.19%	up to & including	0.35%
5		More than	0.35%	up to & including	0.67%
6		More than	0.67%	up to & including	1.31%
7		More than	1.31%	up to & including	2.59%
8		More than	2.59%	up to & including	5.15%
9		More than	5.15%		
10					

The membership dues scales for States (Table 2), Government agencies (Tables 3 & 4) and Subnational governments (Table 3), comprise 11 groups. For the composition of the 11 dues groups, please refer to the **IUCN dues groups for IUCN Members in Category A** at the end of this guide.

Category A: States

Table 2: States

Group	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	7,790	15,570	31,150	51,520	78,980	118,400	181,280	247,670	295,290	396,260	495,330

Membership dues are expressed in Swiss Francs (CHF) and include an increase corresponding to the average of the 2016 to 2019 Swiss Consumer Price Index (0.35%)⁵.

Category A: Government agencies and subnational governments

For a government agency and a subnational government, the dues group is the same as that of its State.

Government agencies are divided into two groups, A and B:

Group A: government agencies of a State where the State IS a Member of IUCN

Group B: government agencies of a State where the State IS NOT a Member of IUCN.

Dues for government agencies in Groups A and B are shown in Tables 3 and/or 4 respectively. Subnational governments dues are shown in Table 3.

Government agencies and subnational governments – Group A:

Table 3: Government agencies where the State is a Member of IUCN and subnational governments – Group A

Group	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	2,370	2,370	2,370	2,370	2,370	3,560	5,440	7,430	8,860	11,890	14,860

⁵ Decision from the Members' Assembly in 2004 (refer to page 2 for more information)

Membership dues are expressed in Swiss Francs (CHF) and include an increase corresponding to the average of the 2016 to 2019 Swiss Consumer Price Index (0.35%)⁶.

Membership dues for a government agency where the State IS a Member of IUCN are 3% of those of the State rate, except for government agencies of Groups "0" to 3 who pay the rate based on Group 4⁷. For the appropriate dues group of your agency please refer to the **IUCN dues groups for IUCN Members in Category A** at the end of this guide.

The membership dues for subnational governments are governed by the scale for "Government agencies where the State is a Member of IUCN", irrespective of whether the State is a Member or not.

Government agencies – Group B:

Table 4: Government agencies where the State is not a Member of IUCN – Group B

Group	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	3,890	3,890	7,790	12,880	19,750	29,620	45,320	61,920	73,820	99,070	123,830

Membership dues are expressed in Swiss Francs (CHF) and include an increase corresponding to the average of the 2016 to 2019 Swiss Consumer Price Index (0.35%)⁵.

In a country where the State IS NOT a Member of IUCN, the government agency pays 25% of the amount of dues payable by the State if it were a Member, except for Group "0" for which the rate of dues is the same as in Group 1⁶. For the appropriate dues group of your agency, please refer to the **IUCN dues groups for IUCN Members in Category A** at the end of this guide.

Category A: Political and/or economic integration organisations

The amount of dues payable by political and/or economic integration organisations is the average amount obtained by adding up the dues payable by each of its State components, as if they were Members of IUCN, and dividing it by the number of States constituting the organisation concerned. Please refer to the **IUCN dues groups for IUCN Members in Category A** at the end of this guide.

Category B: National and international non-governmental organisations, and Category C: Indigenous peoples' organisations

Dues for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples' organisations, shown in Table 5, were established according to Regulation 23⁸.

The dues scale for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples' organisations comprise ten different dues groups.

- A lower group was set for lower indigenous peoples' organisations and smaller civil societies.
- Membership dues for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples' organisations are calculated on the basis of the organisation's total expenditure (in US Dollars). **This is defined as all expenditure of the organisation during the year. Total expenditure includes expenditure funded by project restricted income and any other funding source. It also includes grants to third parties, interests and taxes. Total expenditure should agree with the organisation's audited financial statements, or, in the absence of a formal audit, the financial statements approved by the organisation's board or trustees⁹.**

⁶ Decision from the Members' Assembly in 2004 (refer to page 2 for more information)

⁷ Decision made by the 17th General Assembly of IUCN in San Jose, Costa Rica

⁸ Regulation 23: "Dues for Members in Categories B, C and D shall be established by the World Congress on the proposal of the Council"

⁹ This sentence was amended in October 2022 to clarify the definition of "total expenditure" for Members and applicants

- Membership dues for national and international non-governmental organisations which can be considered as venue-based organisations¹⁰ are calculated on the basis of the organization's conservation activities expenditure (instead of the total expenditure of the organisation). Specifically, expenditure on conservation activities is defined as:
- a. what the Member reports as conservation expenditure in their audited accounts, or
 - b. in the case of universities, the total expenditure of the faculty that carries out conservation-related research, or
 - c. if the Member is neither a university or its conservation expenditure is not included in their audited accounts, the Member must self-report its expenditure, which IUCN reserves the right to verify, on the following activities:
 - i. Direct Conservation Action (field work, species recovery, veterinary care, conservation assurance populations);
 - ii. Conservation research both inside and outside the institution;
 - iii. Field conservation education (awareness-building, education, training, capacity building);
 - iv. Conservation advocacy; and
 - v. Conservation fundraising and direct grants.
 - vi. In addition, and recognizing that a fundamental IUCN Admission criteria for new Members is "the objectives and track record of the applicant embody to a substantial extent the conservation of the integrity and diversity of nature," the minimum for self-reported conservation expenditure is 25% of total expenditure.

Applicant and Member organisations are requested to provide appropriate financial information including their latest annual audited financial statements together with a declaration of total expenditure or conservation expenditure for venue-based organisations. This will enable the IUCN Secretariat to determine the dues group an organisation should be in. If the organisation is not required to have a statutory audit, the latest annual financial statements approved by the Board or governing body can be provided.

Re-assessment of membership dues

Every four years, after the IUCN World Conservation Congress, the Secretariat undertakes a re-assessment of the dues groups for Members in Category B and C. In 2021, after the approval of the Dues Guide at the Congress, each Member will be required to submit to the Secretariat, a declaration of total expenditure for the last three years, together with their annual audited financial statements for those three years. This information will be used by the Secretariat to calculate the average total expenditure for that period and to determine their dues group for the next quadrennial or until a new Dues Guide is approved by Members. This exercise will be completed on time for the 2022 invoicing in November 2021.

If a Member does not submit the information required, the Secretariat will use the latest financial statements available from public sources to determine the level of total expenditure of the Member. Failing that, the organisation will be reclassified into the dues group immediately above the one it is currently in.

Table 5: National and international non-governmental organisations and Indigenous peoples' organisations

Group	Total Expenditure bands (USD) or total conservation expenditure for venue-based organisations (USD)		Membership dues scale (CHF)
	FROM (≥)	TO (<)	
1	-	100,000	300

¹⁰ Venue-based organizations are defined as those organisations which are characterised by major physical infrastructures that represent their primary annual expenditure. These venues serve large groups of members, users or visitors. The venue-based organization must be one of the following:

- A university,
- An aquarium or zoo (for the purpose of keeping land or sea animals within enclosures for public viewing and conservation purposes),
- A botanical garden (for the purpose of having a documented collection of living plants for research, conservation, display and/or education),
- A museum (for the purpose of displaying a collection of artifacts of artistic, cultural, historical, or scientific importance), or
- A sport organization.

2	100,000	500,000	480
3	500,000	900,000	770
4	900,000	1,620,000	1,230
5	1,620,000	2,916,000	1,970
6	2,916,000	5,248,800	3,150
7	5,248,800	9,447,840	5,030
8	9,447,840	17,006,112	8,050
9	17,006,112	30,611,002	12,885
10	30,611,002		20,620

Membership dues are expressed in Swiss Francs (CHF)

FROM: equal to or above the amount indicated; TO: below the amount indicated

Category D: Affiliates¹¹

Dues for Affiliate Members, shown in Table 6, were established according to Regulation 23¹²⁻¹³.

All Affiliate Members pay the same rate as indicated below. Affiliate Members do not have the right to vote, nominate candidates or submit Motions to the World Conservation Congress (Article 12 (b) of the IUCN Statutes).

Table 6: Affiliates

Affiliates
3,150

Membership dues are expressed in Swiss Francs (CHF)

Payment of dues

When do dues become payable?

Membership dues are payable in advance and payment shall be received by the 1st of January. Invoices, issued in Swiss Francs, are prepared and dispatched during the last quarter of the preceding year, i.e. dues for 2022 should be received no later than 1 January 2022; dues for 2023 should be received no later than 1 January 2023, etc.

IUCN membership does not expire unless the IUCN Member is withdrawn or expelled from IUCN as detailed in Article 13 of the [IUCN Statutes](#), or unless the IUCN Member withdraws voluntarily by providing IUCN with written notification of its intention to withdraw its membership. Members withdrawing from the Union must ensure that all outstanding membership dues have been paid, up to and including the year of the notification of withdrawal.

With regards to withdrawal from the Union in relation to non-payment of membership dues, according to Article 13 (a) of the IUCN Statutes, *“The rights of a Member in connection with elections, voting and motions shall ipso facto be suspended when the dues of that Member are one year in arrears.*

If the dues of a Member are two years in arrears, the matter shall be referred to the World Congress¹⁴ which may rescind all the remaining rights of the Member concerned. Such rescission shall be on such terms as the World Congress may determine”;

and 13 (b) *“If, one year after the decision of the World Congress to rescind the remaining rights of a Member, the Member in question has not paid its arrears owed up until such rescission, that Member shall be deemed to have withdrawn from IUCN”.*

How can dues be paid?

Members

Dues shall be paid in Swiss Francs (CHF) or any other freely convertible currency. In countries where IUCN is represented by a Regional, Country or Project Office, payment of dues may be made to the IUCN Office in local currency, as per Regulation 25 of IUCN Statutes¹⁵.

¹¹ Government agencies, subnational governments, Political and/or economic integration organizations and national & international non-governmental organizations can apply as Affiliates.

¹² Regulation 23: *“Dues for Members in Categories B, C and D shall be established by the World Congress on the proposal of the Council”.*

¹³ Decision made by the 17th General Assembly of IUCN in San Jose, Costa Rica.

¹⁴ Decision may be made during the World Conservation Congress or by electronic vote in-between Congresses.

¹⁵ Regulation 25 of IUCN Statutes: *“Dues shall be paid in Swiss francs or any other freely convertible currency according to the scales established by the World Congress, unless the Director General has agreed with the Member in question that payment in local currency or provision of facilities, goods and services in lieu of dues may be accepted because this will release for use by IUCN a sum equivalent to the assessed dues of the Member in question”.*

For payments which are not made in CHF, Members are requested to use the same daily exchange rates as IUCN: <http://www.oanda.com/currency/live-exchange-rates/>, which will help to avoid major exchange rate differences when the payment is processed in IUCN accounts. Any exchange rate loss/gain or other difference in payment will be adjusted in the Member's next year's invoice.

In the case of outstanding dues from previous years, payments received will be first used to offset arrears before being allocated to the current year's dues. If amounts paid are higher than what is due, the extra amount will be credited to the next year's dues.

For payments by bank transfer, Members will bear all bank charges. Invoice number, Member ID and relevant contact details must be quoted when making payments. Secretariat/Membership Focal Points should be informed if the payment is made to the Regional Office directly or through a third party to help with the follow-up of payments.

For payments by credit card, membership dues of amounts up to 5,000 CHF can be settled by credit card* via the Member profile page on the [Union Portal](#)¹⁶. Only Visa and MasterCard payments are accepted. Transaction charges for credit card payments will be borne by IUCN.

Payment receipts can be downloaded from the individual Member organisational pages on the [Union Portal](#) (within a few weeks of receipt of funds by IUCN Headquarters).

Applicant Member organisations

A deposit equivalent to the entire current year of membership is payable at the time of submitting a membership application. However, once the new Member has been admitted, the membership dues for that year are calculated on a pro-rata basis of the total annual membership dues, starting from the month following admission. If the balance is then positive, it will be credited to the following year. If an application for IUCN membership is rejected, the deposit will be reimbursed less any administrative costs that may apply.

Adhesion of States

In accordance to Article 6 of the IUCN Statutes "*States or political and/or economic integration organisations shall become Members of IUCN by notifying the Director General of their adhesion to these Statutes, effective upon payment of the first year's membership dues.*", the payment equivalent to the first year of membership is payable at the time of submitting the letter of adhesion. The membership dues for that year are calculated on a pro-rata basis of the total annual membership dues, starting from the month following receipt of the letter of adhesion and payment of dues.

Payments details

Membership dues or deposit payments may be made to the following bank account:

Account name: **IUCN, International Union for Conservation of Nature and Natural Resources**

Bank Address: UBS Switzerland AG
Place St. François 16
CH-1002 Lausanne
Switzerland

IBAN/Bank account IBAN CH23 0024 3243 3350 3501 W
Swift Code: UBSWCHZH80A
Currency: Swiss Francs

For any information regarding your payment, please contact your [Membership Focal Point](#).

May we kindly remind you to inform us of any important changes in your organisation that may affect your organisation's membership of IUCN, such as the category of membership or the dues group.

If your Statutes and/or expenses have significantly changed since your organisation joined IUCN, please provide your [Membership Focal Point](#) with your organisation's most recent Statutes and/or financial report, including the details of your organisation's total expenditure.

¹⁶ please refer to section 4.15 of the [Union Portal Guide](#)

IUCN dues groups for IUCN Members in Category A

(Based on the Scale of assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations 2019–2021)

GROUP "0"	North Macedonia	Libya	Romania
Afghanistan	Palau	Malta	South Africa
Albania	*Palestine	Mauritius	Thailand
Andorra	Republic of Moldova	Monaco	GROUP 6
Antigua and Barbuda	Rwanda	Myanmar	Chile
Armenia	Saint Kitts and Nevis	Panama	Denmark
Barbados	Saint Lucia	Papua New Guinea	Finland
Belize	Saint Vincent and the Grenadines	Paraguay	Greece
Benin	Samoa	Serbia	Indonesia
Bhutan	San Marino	Sri Lanka	Iran (Islamic Republic of)
Burkina Faso	Sao Tome and Principe	Sudan	Ireland
Burundi	Senegal	Syrian Arab Republic	Israel
Cambodia	Seychelles	Trinidad and Tobago	Singapore
Cape Verde	Sierra Leone	Tunisia	United Arab Emirates
Central African Republic	Solomon Islands	Turkmenistan	
Chad	Somalia	United Republic of Tanzania	GROUP 7
Comoros	South Sudan	Uzbekistan	Austria
Congo	Suriname	Yemen	Argentina
*Cook Islands	Tajikistan	GROUP 2	Belgium
Democratic People's Republic of Korea	Timor-Leste	Costa Rica	India
Djibouti	Togo	Dominican Republic	Mexico
Dominica	Tonga	Luxembourg	Norway
Eritrea	Tuvalu	Morocco	Poland
Eswatini	Uganda	Ukraine	Saudi Arabia
Fiji	Vanuatu	GROUP 3	Sweden
Gambia	Zambia	Croatia	Venezuela (Bolivarian Republic of)
Georgia	Zimbabwe	Cuba	GROUP 8
Grenada	GROUP 1	Ecuador	Australia
Guinea	Angola	Lithuania	Netherlands
Guinea-Bissau	Azerbaijan	Slovenia	Republic of Korea
Guyana	Bahamas	Uruguay	Russian Federation
Haiti	Bahrain	Viet Nam	Spain
Honduras	Bangladesh	GROUP 4	Türkiye
Jamaica	Belarus	Algeria	GROUP 9
Kiribati	Bolivia (Plurinational State of)	Egypt	Brazil
*Kosovo	Bosnia and Herzegovina	Iraq	Canada
Kyrgyzstan	Botswana	Kazakhstan	France
Lao People's Democratic Republic	Brunei Darussalam	Oman	Italy
Lesotho	Bulgaria	Pakistan	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Liberia	Cameroon	Peru	GROUP 10
Madagascar	Côte d'Ivoire	Slovakia	China
Malawi	Cyprus	GROUP 5	Germany
Maldives	Democratic Republic of the Congo	Colombia	Japan
Mali	El Salvador	Czech Republic	Switzerland
Marshall Islands	Equatorial Guinea	Hungary	United States of America
Mauritania	Estonia	Kuwait	
Micronesia (Federated States of)	Ethiopia	Malaysia	
Mongolia	Gabon	New Zealand	
Montenegro	Ghana	Nigeria	
Mozambique	Guatemala	Philippines	
Namibia	Iceland	Portugal	
Nauru	Jordan	Qatar	
Nepal	Kenya		
Nicaragua	Latvia		
Niger	Lebanon		
*Niue	Liechtenstein		

* is not or is not located in, a member of the United Nations. Refer to Regulation 22.



**INTERNATIONAL UNION
FOR CONSERVATION OF NATURE**

WORLD HEADQUARTERS
Membership and Commission Support Unit
Rue Mauverney 28
1196 Gland, Switzerland
membership@iucn.org
Tel: +41 22 999 0000
Fax: +41 22 999 0002
<https://www.iucn.org/our-union/members>





**Electronic vote by the IUCN Members
on a revised version of the Membership Dues Guide.**

Proposal for the revision of the Membership Dues Guide for venue-based organisations

Action Requested:

IUCN Members are invited to CONSIDER and ADOPT the proposed amendments to the IUCN Membership Dues Guide submitted by the IUCN Council to an electronic ballot under Article 94 of IUCN Statutes and Regulation 94 pursuant to IUCN Members Decision WCC 2020 Dec 125. (Annex 1)

DRAFT MOTION

The IUCN Members,

Voting by electronic means at the invitation of the IUCN Council pursuant to IUCN Members Decision WCC 2020 Dec 125, point 2 a),

Adopt, with immediate effect, the amendments to the IUCN Membership Dues Guide attached hereafter as Annex 1, according to Article 20(f) of IUCN Statutes.

EXPLANATORY MEMORANDUM

Members' mandate

In 2022, IUCN introduced a new methodology for calculating the Membership dues of national and international non-governmental organisations (see current Membership Dues Guide). Their dues are now calculated on the basis of the organisation's total expenditure as approved by IUCN Members by electronic vote of Members on 10 February 2021([WCC 2020 Dec 152](#)). The WCC decision also mandated the 2021-2025 Council to continue its work on dues for venue-based organisations and submit a proposal for IUCN Members to vote on before the 2025 Congress.

Please also note that the WCC decision also requested Council to work on and present for a vote before the Congress: "the issue of the value of membership and Members facing difficult financial situations and not being able to pay their dues." Council is working on this matter and in the meantime any Members facing financial difficulties is encouraged to contact their [Regional Member Focal Point or the Membership Unit at IUCN Headquarters](#) to explore payment plans and paying in instalments. Council also recognizes that Membership dues and the value of IUCN membership pose a broader set of issues affecting other IUCN Members beyond venue-based organisations. The

Governance and Constituency Committee of Council will continue its work to propose a holistic Membership strategy and a revised Membership Dues Guide for adoption at the next Congress in 2025 (see Council decision C109/14 from [the May 2023 Council meeting](#)).

What are venue-based organisations?

Venue-based organisations¹ are characterised by major physical infrastructures that represent their primary annual expenditure. These venues serve large groups of members, users or visitors. The venue-based organisation must be one of the following:

- A university²,
- An aquarium or zoo (for the purpose of keeping land or sea animals within enclosures for public viewing and conservation purposes),
- A botanical garden (for the purpose of having a documented collection of living plants for research, conservation, display and/or education),
- A museum (for the purpose of displaying a collection of artifacts of artistic, cultural, historical, or scientific importance), or
- A sport organization³.

Rationale for the proposed revisions

Venue-based organisations with a major physical infrastructure have a high level of expenditure related to non-conservation activities and therefore their membership dues are disproportionately higher than those of Members whose expenditure predominantly relates to conservation activities.

Following concerns raised by some IUCN Members that the new dues methodology and dues reassessment had resulted in significant increases of dues for venue-based organisations, the IUCN Council established the Council Working Group on Membership dues (the “Working Group”) and tasked them with finding a solution for venue-based organisations.

Based on the work of the former and current Dues Task Forces, the Working Group proposed two options for consideration:

1. Dues based on expenditure on conservation activities only, or
2. A cap on dues.

The background paper discussed during the 9th Governance and Constituency Committee meeting, and the 109th Council meeting, providing considerations on the issue of the dues for venue-based organisations, is available [here](#).

¹ Translation: French: les organisations qui entretiennent de grandes infrastructures; Spanish: organizaciones que mantienen gran infraestructura.

² IUCN Regulation 5b contains a detailed definition of universities as: Any duly accredited university, similar institution of higher learning, specialized centre or research institute, organized within a State, seeking admission to this Category shall: (i) be a notfor-profit entity which conforms with the law of the State where its seat is located; (ii) have been in existence for at least three years; (iii) be an academic or professional entity of high standing; and (iv) be autonomous in administration and governance.

³ To qualify as a venue-based organisation, the Member must have both a major physical infrastructure and one of the primary purposes listed in the bullet points. For example, while the purpose of a ramblers’ association is the sport of hiking, if it does not have a major physical infrastructure it does not qualify as a venue-based organisation.

Council recommendation

At its [109th meeting](#) in May 2023, following recommendation from its Governance and Constituency Committee, the IUCN Council approved the proposal for “Dues based on conservation activities only” for venue-based organizations as defined in Council Decision C109/14⁴.

The proposed membership dues are included and explained in the proposed amendments to the Membership Dues Guide attached herewith as [Annex 1](#).

⁴ The text of the Council decision at its 109th meeting in May 2023:

Decision C109/14
The IUCN Council,

On the recommendation of the Governance and Constituency Committee (GCC) which had considered the proposal for membership dues of venue-based organisations presented by Council’s Working Group on Membership Dues (Dues WG),

Taking into account the mandate given to the 2021–2024 Council by IUCN Members in paragraph 2.a of the decision adopted by electronic vote in February 2021:

1. Recognizes that the proposal to modify the Membership dues for venue-based organisations by taking into account the venue-based organisation’s expenditure on conservation activities and not their total expenditure is the best option to pursue and that the question of the government agencies needs further work;
2. Requests the GCC in coordination with Finance and Audit Committee and the Secretariat, to prepare and submit to Council for approval by email correspondence, draft amendments of the Membership Dues Guide approved by IUCN Members in February 2021 related to venue-based organisations and the timeline for submission to the electronic ballot of IUCN Members in accordance with Regulation 94;
3. *recognizing* that Membership dues and the value of IUCN membership pose a broader set of issues affecting other IUCN Members beyond venue-based organisations, requests the GCC to continue its work and propose a holistic Membership strategy and a revised Membership Dues Guide for adoption at the next Congress.

Timeline for the electronic vote on the amendments to the 2022-24 Dues Guide

- Electronic discussion opens for Members to submit comments: 9 August 2023 and closes on 19 September 2023
- First formal notice of the electronic ballot issued: 27 September 2023
- Second formal notice of the electronic ballot issued: 18 October 2023
- Opening of Member e-vote: 22 November 2023
- Closing of Member vote: 6 December 2023
- Publication of vote results on Union Portal: 20 December 2023

<p>Category B: National and international non-governmental organisations, and Category C: Indigenous peoples’ organisations</p> <p>Dues for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations, shown in Table 5, were established according to Regulation 23¹.</p> <p>The dues scale for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations comprise ten different dues groups.</p> <p>A lower group was set for lower indigenous peoples’ organisations and smaller civil societies. Membership dues for</p>	<p>Category B: National and international non-governmental organisations, and Category C: Indigenous peoples’ organisations</p> <p>Dues for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations, shown in Table 5, were established according to Regulation 23².</p> <p>The dues scale for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations comprise ten different dues groups.</p> <p>A lower group was set for lower indigenous peoples’ organisations and smaller civil societies. Membership dues for</p>	<p>Category B: National and international non-governmental organisations, and Category C: Indigenous peoples’ organisations</p> <p>Dues for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations, shown in Table 5, were established according to Regulation 23².</p> <p>The dues scale for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations comprise ten different dues groups.</p> <p>A lower group was set for lower indigenous peoples’ organisations and smaller civil societies. Membership dues for</p>
--	--	--

<p>national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations are calculated on the basis of the organisation’s total expenditure (in US Dollars). This is defined as all expenditure of the organisation during the year. Total expenditure includes expenditure funded by project restricted income and any other funding source. It also includes grants to third parties, interests and taxes. Total expenditure should agree with the organisation’s audited financial statements, or, in the absence of a formal audit, the financial statements approved by the organisation’s board or trustees².</p>	<p>national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations are calculated on the basis of the organisation’s total expenditure (in US Dollars). This is defined as all expenditure of the organisation during the year. Total expenditure includes expenditure funded by project restricted income and any other funding source. It also includes grants to third parties, interests and taxes. Total expenditure should agree with the organisation’s audited financial statements, or, in the absence of a formal audit, the financial statements approved by the organisation’s board or trustees³.</p>	<p>national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations are calculated on the basis of the organisation’s total expenditure (in US Dollars). This is defined as all expenditure of the organisation during the year. Total expenditure includes expenditure funded by project restricted income and any other funding source. It also includes grants to third parties, interests and taxes. Total expenditure should agree with the organisation’s audited financial statements, or, in the absence of a formal audit, the financial statements approved by the organisation’s board or trustees³.</p>
--	--	--

¹ Regulation 23: “Dues for Members in Categories B, C and D shall be established by the World Congress on the proposal of the Council”

² This sentence was amended in October 2022 to clarify the definition of “total expenditure” for Members and applicants

<p><u>Membership dues for national and international non-governmental organisations which can be considered as venue-based organisations³ are calculated on the basis of the organization's conservation activities expenditure (instead of the total expenditure of the organisation). Specifically, expenditure on conservation activities is defined as:</u></p> <p><u>a. what the Member reports as conservation expenditure in their audited accounts, or</u></p>	<p><u>Membership dues for national and international non-governmental organisations which can be considered as venue-based organisations⁴ are calculated on the basis of the organization's conservation activities expenditure (instead of the total expenditure of the organisation). Specifically, expenditure on conservation activities is defined as:</u></p> <p><u>a. what the Member reports as conservation expenditure in their audited accounts, or</u></p>	<p>Membership dues for national and international non-governmental organisations which can be considered as venue-based organisations⁴ are calculated on the basis of the organization's conservation activities expenditure (instead of the total expenditure of the organisation). Specifically, expenditure on conservation activities is defined as:</p> <p>a. what the Member reports as conservation expenditure in their audited accounts, or</p>
---	---	---

³ Venue-based organizations are defined as those organisations which are characterised by major physical infrastructures that represent their primary annual expenditure. These venues serve large groups of members, users or visitors. The venue-based organization must be one of the following:

- : A university.
- : An aquarium or zoo (for the purpose of keeping land or sea animals within enclosures for public viewing and conservation purposes).
- : A botanical garden (for the purpose of having a documented collection of living plants for research, conservation, display and/or education).
- : A museum (for the purpose of displaying a collection of artifacts of artistic, cultural, historical, or scientific importance), or
- : A sport organization.

b. in the case of universities, the total expenditure of the faculty that carries out conservation related research, or
c. if the Member is neither a university or its conservation expenditure is not included in their audited accounts, the Member must self-report its expenditure, which IUCN reserves the right to verify, on the following activities:

i. Direct Conservation Action (field work, species recovery, veterinary care, conservation assurance populations);
ii. Conservation research both inside and outside the institution;
iii. Field conservation education (awareness-building, education, training, capacity building);

b. if the Member’s conservation expenditure is not included in, or reflect their audited accounts, the Member must self-report its expenditure, such as on the following activities: in the case of universities, the total expenditure of the faculty that carries out conservation related research, or
c. if the Member is neither a university or its conservation expenditure is not included in their audited accounts, the Member must self-report its expenditure, which IUCN reserves the right to verify, on the following activities:

i. Direct Conservation Action (field work, species recovery, veterinary care, conservation assurance populations);

b. if the Member’s conservation expenditure is not included in, or reflect their audited accounts, the Member must self-report its expenditure, such as on the following activities:

i. Direct Conservation Action (field work, species recovery, veterinary care, conservation assurance populations);
ii. Conservation research both inside and outside the institution;
iii. Field conservation education (awareness-building, education, training, capacity building);
iv. Conservation advocacy; and
v. Conservation fundraising and direct grants.

<p><u>iv. Conservation advocacy; and</u></p> <p><u>v. Conservation fundraising and direct grants.</u></p> <p><u>vi. In addition, and recognizing that a fundamental IUCN Admission criteria for new Members is “the objectives and track record of the applicant embody to a substantial extent the conservation of the integrity and diversity of nature,” the minimum for selfreported conservation expenditure is 25% of total expenditure.</u></p> <p>Applicant and Member organisations are requested to provide appropriate financial information including <u>their latest annual audited financial statements together with a</u></p>	<p><u>ii. Conservation research both inside and outside the institution;</u></p> <p><u>iii. Field conservation education (awareness-building, education, training, capacity building);</u></p> <p><u>iv. Conservation advocacy; and</u></p> <p><u>v. Conservation fundraising and direct grants.</u></p> <p><u>vi. In addition, and recognizing that a fundamental IUCN Admission criteria for new Members is “the objectives and track record of the applicant embody to a substantial extent the conservation of the integrity and diversity of nature,” the minimum for selfreported conservation expenditure is 25% of total expenditure.</u></p>	<p><u>vi. In addition, and recognizing that a fundamental IUCN Admission criteria for new Members is “the objectives and track record of the applicant embody to a substantial extent the conservation of the integrity and diversity of nature,” the minimum for self-reported conservation expenditure is 25% of total expenditure.</u></p> <p>Applicant and Member organisations are requested to provide appropriate financial information including their latest annual audited financial statements together with a declaration of total expenditure or conservation expenditure for venue-based organisations. This will enable the IUCN Secretariat to determine the dues group an</p>
---	---	--

<p><u>declaration of total expenditure or conservation expenditure for venue-based organisations</u>. This will enable the IUCN Secretariat to determine the dues group an organisation should be in. If the organisation is not required to have a statutory audit, the latest annual financial statements approved by the Board or governing body can be provided.</p>	<p>Applicant and Member organisations are requested to provide appropriate financial information including <u>their latest annual audited financial statements together with a declaration of total expenditure or conservation expenditure for venue-based organisations</u>. This will enable the IUCN Secretariat to determine the dues group an organisation should be in. If the organisation is not required to have a statutory audit, the latest annual financial statements approved by the Board or governing body can be provided.</p>	<p>organisation should be in. If the organisation is not required to have a statutory audit, the latest annual financial statements approved by the Board or governing body can be provided.</p>
--	---	--

<p>Category B: National and international non-governmental organisations, and Category C: Indigenous peoples’ organisations</p> <p>Dues for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations, shown in Table 5, were established according to Regulation 23¹.</p> <p>The dues scale for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations comprise ten different dues groups.</p> <p>A lower group was set for lower indigenous peoples’ organisations and smaller civil</p>	<p>Category B: National and international non-governmental organisations, and Category C: Indigenous peoples’ organisations</p> <p>Dues for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations, shown in Table 5, were established according to Regulation 23¹.</p> <p>The dues scale for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations comprise ten different dues groups.</p> <p>A lower group was set for lower indigenous peoples’ organisations and smaller civil</p>	<p>Category B: National and international non-governmental organisations, and Category C: Indigenous peoples’ organisations</p> <p>Dues for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations, shown in Table 5, were established according to Regulation 23¹.</p> <p>The dues scale for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations comprise ten different dues groups.</p> <p>A lower group was set for lower indigenous peoples’ organisations and smaller civil</p>
---	---	---

<p>societies. Membership dues for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations are calculated on the basis of the organisation’s total expenditure (in US Dollars). This is defined as all expenditure of the organisation during the year. Total expenditure includes expenditure funded by project restricted income and any other funding source. It also includes grants to third parties, interests and taxes. Total expenditure should agree with the organisation’s audited financial statements, or, in the absence of a formal audit, the financial statements</p>	<p>societies. Membership dues for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations are calculated on the basis of the organisation’s total expenditure (in US Dollars). This is defined as all expenditure of the organisation during the year. Total expenditure includes expenditure funded by project restricted income and any other funding source. It also includes grants to third parties, interests and taxes. Total expenditure should agree with the organisation’s audited financial statements, or, in the absence of a formal audit, the financial statements approved by the organisation’s board or trustees².</p>	<p>societies. Membership dues for national and international non-governmental organisations and indigenous peoples’ organisations are calculated on the basis of the organisation’s total expenditure (in US Dollars). This is defined as all expenditure of the organisation during the year. Total expenditure includes expenditure funded by project restricted income and any other funding source. It also includes grants to third parties, interests and taxes. Total expenditure should agree with the organisation’s audited financial statements, or, in the absence of a formal audit, the financial statements approved by the organisation’s board or trustees².</p>
---	---	---

¹ Regulation 23: “Dues for Members in Categories B, C and D shall be established by the World Congress on the proposal of the Council”

<p>approved by the organisation’s board or trustees².</p> <p><u>Membership dues for national and international non-governmental organisations which can be considered as venue-based organisations³ are calculated on the basis of the organization's conservation activities expenditure (instead of the total expenditure of the organisation). Specifically, expenditure on conservation activities is defined as:</u></p>	<p><u>Membership dues for national and international non-governmental organisations which can be considered as venue-based organisations⁴ are calculated on the basis of the organization's conservation activities expenditure (instead of the total expenditure of the organisation). Specifically, expenditure on conservation activities is defined as:</u></p>	<p>Membership dues for national and international non-governmental organisations which can be considered as venue-based organisations⁴ are calculated on the basis of the organization's conservation activities expenditure (instead of the total expenditure of the organisation). Specifically, expenditure on conservation activities is defined as:</p>
--	--	---

² This sentence was amended in October 2022 to clarify the definition of “total expenditure” for Members and applicants

³ Venue-based organizations are defined as those organisations which are characterised by major physical infrastructures that represent their primary annual expenditure. These venues serve large groups of members, users or visitors. The venue-based organization must be one of the following:

- A university.
- An aquarium or zoo (for the purpose of keeping land or sea animals within enclosures for public viewing and conservation purposes).
- A botanical garden (for the purpose of having a documented collection of living plants for research, conservation, display and/or education).
- A museum (for the purpose of displaying a collection of artifacts of artistic, cultural, historical, or scientific importance), or
- A sport organization.

<p>a. <u>what the Member reports as conservation expenditure in their audited accounts, or</u></p> <p>b. <u>in the case of universities, the total expenditure of the faculty that carries out conservation related research, or</u></p> <p>c. <u>if the Member is neither a university or its conservation expenditure is not included in their audited accounts, the Member must self-report its expenditure, which IUCN reserves the right to verify, on the following activities:</u></p> <p>i. <u>Direct Conservation Action (field work, species recovery, veterinary care, conservation assurance populations);</u></p> <p>ii. <u>Conservation research both inside and outside the institution;</u></p>	<p>a. <u>what the Member reports as conservation expenditure in their audited accounts, or</u></p> <p>b. <u>in the case of universities, the total expenditure of the faculty that carries out conservation related research, or</u></p> <p>c. <u>if the Member is neither a university or its conservation expenditure is not included in their audited accounts, the Member must self-report its expenditure, which IUCN reserves the right to verify, on the following activities:</u></p> <p>i. <u>Direct Conservation Action (field work, species recovery, veterinary care, conservation assurance populations);</u></p> <p>ii. <u>Conservation research both inside and outside the institution;</u></p>	<p>a. what the Member reports as conservation expenditure in their audited accounts, or</p> <p>b. in the case of universities, the total expenditure of the faculty that carries out conservation related research, or</p> <p>c. if the Member is neither a university or its conservation expenditure is not included in their audited accounts, the Member must self-report its expenditure, which IUCN reserves the right to verify, on the following activities:</p> <p>i. Direct Conservation Action (field work, species recovery, veterinary care, conservation assurance populations);</p>
---	---	--

<p><u>iii. Field conservation education (awareness-building, education, training, capacity building);</u></p> <p><u>iv. Conservation advocacy; and</u></p> <p><u>v. Conservation fundraising and direct grants.</u></p> <p><u>vi. In addition, and recognizing that a fundamental IUCN Admission criteria for new Members is “the objectives and track record of the applicant embody to a substantial extent the conservation of the integrity and diversity of nature,” the minimum for self-reported conservation expenditure is 25% of total expenditure.</u></p>	<p><u>iii. Field conservation education (awareness-building, education, training, capacity building);</u></p> <p><u>iv. Conservation advocacy; and</u></p> <p><u>v. Conservation fundraising and direct grants.</u></p> <p>vi. In addition, and recognizing that a fundamental IUCN Admission criteria for new Members is “the objectives and track record of the applicant embody to a substantial extent the conservation of the integrity and diversity of nature,” the minimum for self-reported conservation expenditure is 25% of total expenditure.</p>	<p><u>ii. Conservation research both inside and outside the institution;</u></p> <p><u>iii. Field conservation education (awareness-building, education, training, capacity building);</u></p> <p><u>iv. Conservation advocacy; and</u></p> <p><u>v. Conservation fundraising and direct grants.</u></p> <p>Applicant and Member organisations are requested to provide appropriate financial information including their latest annual audited financial statements together with a declaration of total expenditure or conservation expenditure for venue-based organisations. This will enable the IUCN Secretariat to determine the dues group an</p>
---	---	---

<p>Applicant and Member organisations are requested to provide appropriate financial information including <u>their latest annual audited financial statements together with a declaration of total expenditure or conservation expenditure for venue-based organisations</u>. This will enable the IUCN Secretariat to determine the dues group an organisation should be in. If the organisation is not required to have a statutory audit, the latest annual financial statements approved by the Board or governing body can be provided.</p>	<p>Applicant and Member organisations are requested to provide appropriate financial information including <u>their latest annual audited financial statements together with a declaration of total expenditure or conservation expenditure for venue-based organisations</u>. This will enable the IUCN Secretariat to determine the dues group an organisation should be in. If the organisation is not required to have a statutory audit, the latest annual financial statements approved by the Board or governing body can be provided.</p>	<p>organisation should be in. If the organisation is not required to have a statutory audit, the latest annual financial statements approved by the Board or governing body can be provided.</p>
---	---	--